

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE

DU

Salaire au Théâtre en France

DE 1685 A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME

« La vie d'une nation est un organisme où tout est lié, les phénomènes économiques et les phénomènes artistiques. »

ROMAIN ROLLAND

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 30 octobre 1913, à 4 h. 1/2

PAR

Maurice BEX

Président : M. SOUCHON, *professeur*

Suffragants { MM. FERNAND FAURE, *professeur*
ALLIX, *agréé*

PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

MARCEL RIVIÈRE & C^{ie}

31, rue Jacob et rue Saint-Benoît, 1

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552221_0023

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE

DU

Salaire au Théâtre en France

DE 1685 A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME

« La vie d'une nation est un organisme où tout
est lié, les phénomènes économiques et les
phénomènes artistiques. »

ROMAIN ROLLAND

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 30 octobre 1913, à 4 h. 1/2

PAR

Maurice BEX



Président : M. SOUCHON, *professeur*

Suffragants { MM. FERNAND FAURE, *professeur*
ALLIX, *agrégé*

PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

MARCEL RIVIÈRE & C^{ie}

31, rue Jacob et rue Saint-Benoît, 1

1913

AVANT-PROPOS

Nous nous sommes proposé dans notre travail de grouper et d'étudier les nombreux documents ayant trait aux émoluments des acteurs sous l'ancien régime et ceci depuis l'époque où, par la volonté royale, les théâtres en France ont commencé à avoir une existence réglementée et dans laquelle il est possible de trouver en partie les causes de leur vie économique.

Nous avons limité notre étude à la fin de l'ancien régime parce que la Révolution a apporté dans la vie des troupes des principes et des faits si nouveaux qu'il y a là une scission nette et qu'on peut, dès lors, croyons-nous, considérer l'histoire du théâtre entre 1658 et 1789 au point de vue économique comme l'histoire d'une période spéciale et caractéristique.

Par ailleurs il est certain que l'histoire du salaire au théâtre pendant les xvii^e et xviii^e siècles comprendrait une étude relative aux comédiens de campagne ; aux troupes entretenues par des princes

étrangers, aux spectacles forains, aux innombrables théâtres de société qui florissaient en France à la fin du xviii^e siècle ; nous n'avons point entrepris cette étude trop particulière et peut-être impossible à réaliser étant donnée l'absence presque totale de documents de comptabilité intéressant ces théâtres dont l'existence fut éphémère. Nous avons également laissé de côté tout ce qui concerne l'opéra comique à cause de son origine italienne et foraine et nous avons limité nos recherches aux deux troupes privilégiées qui ont eu une existence durable, des règlements stables et des traditions constantes. Nous n'avons pu réussir à établir, de façon complète, l'historique du salaire des acteurs. Soit que les registres aient disparu, soit que, dans ceux qui subsistent, les comptables n'aient point notifié ce qui nous intéresse, à maintes reprises, et parfois pendant de longues périodes, les documents originaux font défaut. Ce sont alors des mémoires, des chroniques, des critiques, des études historiques qui nous donnent un renseignement précis mais particulier et sans contrôle.

En outre de ces considérations, nous devons mentionner que le mot salaire a été pris ici dans une très large acception. Salaire signifie strictement rémunération à forfait du travail fait pour autrui ; ces

notions ne s'appliquent pas, entre autres, aux profits des sociétaires, aux pensions, aux feux, aux indemnités de voyage, de pain et vin, de logement ou d'habillement.

D'autre part, nous n'avons jamais envisagé que le salaire nominal, sans chercher à aucun moment à établir le salaire réel.

Enfin nous avons maintes fois fait allusion à l'histoire administrative des troupes, mais toujours subsidiairement et dans la mesure où cette histoire intéresse et explique les variations de salaire.

Etant données nos intentions, nous pouvions chercher à les réaliser de différentes façons.

Nous avons adopté une division purement chronologique en admettant toutefois deux subdivisions intéressant l'une, la Comédie-Française, l'autre, l'Académie royale de musique.

CHAPITRE PREMIER

LA COMÉDIE-FRANÇAISE

En 1658, au moment où, avec l'espoir de se fixer et de pouvoir abandonner la vie aventureuse des comédiens de campagne qu'il venait pendant quatorze années de mener à travers les provinces, Molière revint à Paris, la capitale possédait deux troupes françaises permanentes : la troupe royale de l'Hôtel de Bourgogne et celle du Marais.

Les comédiens de l'Hôtel de Bourgogne, successeurs de ces Confrères de la Passion à qui Charles VI avait, le 4 décembre 1402, délivré des lettres patentes « pour s'établir à Paris et y représenter publiquement des Mystères » et qui, après des démêlés divers, des expulsions et des retours en grâce, avaient fini par se fixer dans l'Hôtel des anciens ducs de Bourgogne,

tiraient leur nom de leur établissement. Ils avaient obtenu l'autorisation de porter le titre de troupe royale et recevaient une pension annuelle (nous dirions aujourd'hui subvention) de 12.000 livres accordées par la faveur souveraine. Ils représentaient la tragédie de préférence à tout autre genre, et y avaient acquis, ainsi que nous le verrons, une grande réputation.

La troupe du Marais, moins ancienne (elle datait du commencement du siècle), n'avait jamais quitté le quartier auquel elle devait sa désignation (1). Elle s'était spécialisée dans les pièces à spectacle, ou, comme on disait alors, de machines, que sa scène plus spacieuse lui permettait de monter et dont le public était friand.

A vrai dire, Molière avait déjà joué à Paris en 1644, dans une troupe formée au printemps de 1643 (2). En 1645, au commencement de l'automne, l'illustre théâtre ne jouait plus à Paris. Pendant quatorze ans, c'est la vie errante réservée aux comé-

1. Le théâtre du Marais avait été successivement à l'Hôtel d'Argent, au coin de la rue de la Poterie, près de la Grève ; puis rue Michel-le-Comte ; et plus tard rue Vieille-du-Temple et des Coutures-Saint-Gervais, où il se trouvait en 1658.

2. « Le 30 juin 1643, Jean-Baptiste Poquelin se liait avec neuf autres personnes pour fonder l'illustre théâtre. »

M. Donnay, Conférences sur Molière. *Revue hebdomadaire*, 1910.

diens de campagne avec ses vicissitudes, ses aléas, les mauvais accueils, les succès enthousiastes et, pour parler à notre point de vue ses ressources inconstantes. La nouvelle troupe avait voulu lutter avec l'Hôtel de Bourgogne et jouait la tragédie ; mais cela n'avait pas réussi, loin de là, Molière avait même failli aller en prison pour dettes, il avait fallu abandonner la place et repartir pour les provinces. Il n'entre point dans notre travail de suivre les compagnons de l'illustre théâtre dans leurs pérégrinations ; retenons seulement qu'ils subsistèrent, tant bien que mal, pendant cette longue période, surtout grâce aux qualités administratives de Madeleine Béjart, et qu'ils réussirent en 1658 à appartenir au duc d'Anjou, qui n'avait point encore de troupe et « leur accorda l'honneur de sa protection et le titre de ses comédiens avec 300 livres de pension pour chaque comédien ».

La Grange, à qui nous empruntons ce texte, note d'ailleurs avec la discrétion et la précision qui le caractérisent « que les 300 livres n'ont point été payez ». A cette date, le pouvoir royal intervient bien dans la vie des troupes en ce sens qu'il leur octroie des privilèges, des pensions ; mais la réglementation ne s'élaborera qu'un peu plus tard. Les acteurs perdront alors une partie de la grande indé-

pendance dont ils jouissent dans leur organisation intérieure, en même temps qu'ils acquerront des droits à un monopole théoriquement intégral. En 1658, leur indépendance consiste particulièrement à s'associer comme bon leur semble. Les sociétaires sont peu nombreux ; ils sont liés par un contrat annuel passé devant notaire. « Il est à peu près reconnu, écrit J. Bonnassies (1), que les troupes de provinces revenaient tous les ans, pendant la semaine sainte, dans la capitale, pour se compléter ou se refaire. Toutes les troupes avaient la même organisation, et jusqu'en 1680, il y eut une sorte de coutume théâtrale commune à toutes les sociétés de comédiens. »

Dans la nouvelle troupe, le partage se fait d'abord à parts égales et quotidiennement : « La comédie achevée (2), les comédiens font tous les soirs le compte de la recette du jour où chacun peut assister... l'argent conté on lève d'abord les frais journaliers et quelquefois, en de certains cas, ou pour acquitter une dette peu à peu, ou pour faire quelque avance nécessaire, on lève ensuite la somme qu'on a réglée. Ces articles mis à part, ce qui reste de liquide

1. Jules Bonnassies, *la Comédie-Française. Hist. administrative*, 1658-1757.

2. Chappuzeau, *le Théâtre Français divisé en trois livres*, 1674. Réimpression, 1867.

est partagé sur-le-champ et chacun emporte ce qui lui revient (1) ».

Aussi bien, croyons-nous utile, avant plus ample commentaire, de transcrire ici un extrait du compte établi pour l'année entière 1659-1660 tel que nous le trouvons dans le registre de La Grange acteur et, après Molière, orateur de la troupe qui, par goût personnel, a noté rigoureusement le journal de la Compagnie et, ce faisant, a laissé un document d'une valeur inappréciable tant à cause du nombre des faits qu'il note que par le commentaire concis dont il les souligne et les éclaire quand il y a lieu (2).

1659

Les Sieurs l'Espy et Jodelet, son frère, qui estaient dans la troupe du Marais, passèrent dans la troupe de Monsieur.

Les Sieurs du Croisy et sa femme et La Grange entrèrent dans la troupe comme acteurs nouveaux à Paris.

La troupe composée de 12 partz, savoir

1. Nous avons pris le parti, dans tous les textes cités, de respecter l'orthographe comme la ponctuation, quand bien même la forme en serait fautive et non désuète, ne nous reconnaissant pas le droit de corriger, même à coup sûr.

2. Registre de La Grange (Charles Varlet de) 1658-1685, éd. par Thierry, 1876.

Béjart l'aîné	M ^{lles} (1)	Béjart
Béjart cadet		De Brie
De Brie		Heiné
L'Espy		Du Croisy
Jodelet		
Du Croisy		
De La Grange		

commença par une visite au chasteau de Chilly, à 4 lieues de Paris, ou Monsieur le grand Maistre donnait un régal au Roy ; la troupe joua *le Dépiſt amoureux* et receut 400 livres Partagé pour chaque acteur..... 24 livres

La troupe recommança aprez Pasques, sur le théâtre du Bourbon, le 28 avril 1659, par *Héraclius*.

Receu en tout..... 250 livres

Partagé chacun..... 14 livres

Le 29^e avril, joué au Louvre *les Visionnaires*, pour le Roy.

Le mercredi 30^e avril, *Jodel et M^e Valet*.

Receu en tout..... 155 livres

Partagé chacun..... 8 liv. 10

Jeudi 1^{er} may, à *Rodogune*..... 182 livres

Partagé 11 livres

Samedy 3^e may, à *Cinna*, receu..... 175 livres

Partagé un louis, cy 11 livres

Lundi 5^e may aux *Visionnaires*..... 176 livres

Partagé 10 livres

Le mardy 6^e may joué à Vincennes pour le Roy.

Le jeudi 9^e may *Marianne*..... 120 livres

Partagé 6 liv. 15

1. L'usage était alors d'appeler Mademoiselle les femmes qui n'étaient point de noblesse, quand bien même elles étaient mariées. Pour les comédiennes ce titre persistait même dans le cas où elles épousaient un gentilhomme.

Le samedi 11 may, joué au Louvre *l'Estourdy* pour le Roy.

M. Béjart tomba malade et acheva son rosle de l'estourdy avec peine.

Le mesme jour, la mesme pièce de *l'Estourdy* en public

.....	135 livres	
Partagé		5 liv.10

Lundy 13^e may. *Le menteur*..... 195 livres

Partagé		12 liv.10
---------------	--	-----------

Mercredy on ne joue point.

Jeudy 16^e may. *Mort de Pompée*.... 135 livres

Partagé		7 livres
---------------	--	----------

Samedi 18 may *Héraclius*..... 72 livres

Partagé		3 livres
---------------	--	----------

Le mesme jour, joué au Louvre deux petites comédies :

Gros René escolier et le Médecin volant pour le Roy.

Lundy 20^e mai *D. Japhet*..... 96 livres

Partagé		3 livres
---------------	--	----------

Interruption à cause de la mort de M. Béjart.

Lundy 2^e juin *D. Japhet*..... 153 livres

Partagé		9 liv.15
---------------	--	----------

etc., etc.

Le prélèvement des frais extraordinaires est noté en marge chaque fois qu'il s'en présente sous forme de part d'auteur, paiement pour décoration.

Par exemple, en cette même année :

Dimanche 10 aoust : retiré sur la chambrée 100 livres pour M. Magnon, auteur.

Dimanche 20^e juillet : vieilles décorations payées à M^{lle} Bejart :

Dimanche 5 octobre : donné 9 livres à un capucin révolté ou défroqué, par charité.

Receu..... 220 livres

Partagé		16 liv.10
---------------	--	-----------

A la fin de l'année se trouve la totalisation de la part de chaque comédien :

Recepte entière pour une part que je suis entré dans la troupe du 25 avril 1659 jusques au 12 mars 1660 qu'on a fermé le Theastre.

Somme..... 2.995 liv.10 sols

Les recettes ne sont pas très élevées, mais les frais sont minimes. Il faut bien voir, qu'à cette époque, le public est très peu exigeant, la concurrence réduite et la faveur royale active. Aussi bien, quelques années plus tard, une part plus importante ne procurera pas à un acteur une situation plus brillante.

La troupe n'a pas encore de fonds social et les 1500 livres données aux Italiens avec qui elle partage la salle du petit Bourbon ont été payées et n'ont point laissé de trace (1).

Les frais ordinaire de représentation sont excessivement réduits. La Grange, à la date de 1660, les estime de la sorte :

Germain, portier.....	3 liv.10 sols
Saint-Michel, portier.....	3
Brouart, ouvrier de loges.	1 10

1. « Commença au Louvre devant Sa Majesté le 24 octobre 1658 par *Nicodème* et le *Docteur amoureux*. Puis fut établie au petit Bourbon, où il y avait une troupe de comédiens Italiens à qui le sieur Molière et ses camarades donnèrent 1.500 livres pour jouer les jours extraordinaires, c'est-à-dire les lundys, mercredys, jeudys et samedys ». La Grange, *Registre*.

M ^{lle} l'Estang et M. Gobert pour la recepte et con- trolle	3	
La Genty, ouvreuse de loge.	3	
Mathieu, décorateur.....	2	10
La servante de M. Toreli, comme concierge.....	1	
Violons	4	10
Chandelle	7	10
Affiche en deux fois rouge et noire.....	7	10
A Charle, valet commun..		15
Collation de vin, ptysane, pain.....	1	
	42 liv. 15 sols	

Mais cette situation est précaire en ce sens, entre autres, qu'elle est soumise aux événements et à leurs caprices. Dès octobre 1660, la Compagnie se trouve obligée de quitter le petit Bourbon, qui va être démoli pour faire place à la colonnade de Perrault. Il faut naturellement interrompre les représentations, faire des démarches pour obtenir du roi l'autorisation de jouer autre part et quand la faveur royale a permis aux comédiens de Monsieur de s'installer au palais royal, il faut aménager la salle, faire des réparations, ce qui dure un certain temps ; enfin il faut accumuler les frais.

La troupe, en attendant son théâtre, donne des

représentations en ville et, comme on dit alors, fait des visites. Mais les 2115 livres que produisent ces visites sont absorbées par le coût des démolitions. Il n'y a rien à se partager, et il ne faut pas moins que la libéralité royale grâce à laquelle la compagnie reçoit 5115 livres en récompense des représentations « données chez son Éminence le cardinal Mazarin, à Vincennes, et au Louvre, toutes trois devant le roy » (1), pour pouvoir enfin réaliser un bénéfice dont le partage donne 250 livres à chaque sociétaire.

La situation de Molière et de ses compagnons commence à prendre une forme moins instable en 1665 lorsqu'ils appartinrent au roi. Cette faveur n'était pas, on peut le dire, imprévue. Maintes fois déjà, le monarque avait montré sa préférence pour la troupe de Monsieur. Il n'avait manqué de la faire venir fréquemment à la Cour. Presque à chaque page du registre de La Grange nous en trouvons des preuves (2).

1. La troupe de Monsieur fut cependant indemnisée d'une partie de ces dépenses : « En ce mois (janvier 1662), les comédiens italiens ont recommencé à jouer au Palais Royal alternativement avec nous les jours extraordinaires, c'est-à-dire les lundys, mercredys, jeudys et samedys, et comme le sieur de Molière et sa troupe avaient donné, en octob. 1658, la somme de 1500 livres pour entrer au Bourbon, le Roy ordonna aux comédiens italiens de l'établissement de la salle du Pallais Royal, la somme de 2000 livres. » La Grange, Registre, p. 40.

2. « Vendredy 14^e aoust (1665) la troupe alla à Saint-Germain-en-

Le samedi 24^e juin (1663) la troupe est partie par ordre du Roy pour aller à Saint-Germain-en-Laye. On a joué treize fois devant Leurs Majestez. La troupe est revenue le vendredy 11^e aoust. Le Roy a donné à la troupe quatorze mille livres, croyant qu'il n'y avait que quatorze partz. Receu cy... 14000 livres, lesquelles ont été payées en trois payemens, savoir 6000 livres, 4.000 livres, puis 4.000 livres.

Le jeudy 11^{me} octobre (1663) la Troupe est partie par ordre du Roy pour Versailles. On a joué *le Prince Jaloux ou D. Garcie*, *Sertorius*, *l'Escolle des M.*; *les Fascheux*, *l'Impromptu*, dit, à cause de sa nouveauté et du lieu, de Versailles, *le Despit amoureux* et encore une fois *le Prince Jaloux*. Pour le tout receu 3.300 livres de M. Bontemps, 1^{er} valet de chambre, sur la cassette.

Les courtisans avaient naturellement suivi son exemple :

Le samedi 29 Septembre (1663) la troupe est partie par ordre de Monseigneur le Prince pour Chantilly. On a joué *l'Escolle des F.*, *la Critique*, *le Prince Jaloux ou D. Garcie*, *l'Escolle des M.*, *l'Estourdit* et *le Despit amoureux*. Le retour a esté le vendredy 5^{me} octobre. Receu 1.800 livres.

Le mardy 11^{me} décembre (1663) la Troupe fust mandée et joua à l'Hostel de Condé, au mariage de S. A. S. Monseigneur le Duc, *la Critique de l'Escolle des Femmes* et *l'Impromptu de Versailles* : 400 livres (1).

Laye. Le Roy dit au sieur de Molière qu'il voulait que la troupe doresnavant luy appartinst et la demanda à Monsieur. Sa Majesté donna en même temps six mille livres de pension à la troupe qui prist congé de Monsieur, luy demanda la continuation de sa protection, et prist ce titre :

La troupe du roy au Pallais Royal. »

La Grange, Registre.

1. A cette époque la troupe n'était pas assez nombreuse pour

M. Bex

Aussi bien le fait matériel s'ajoutait à l'influence morale et la pension de 6.000 livres (qui, elle, fut payée régulièrement) n'était pas à dédaigner. Elle fut portée à 7.000 livres en mars 1670. Déjà Molière, en qualité de bel esprit, en touchait une personnellement (1).

Malgré son titre, la compagnie était indépendante encore ; j'entends que les acteurs s'organisaient entre eux selon la coutume et sans que les gentilshommes de la Chambre intervinssent dans leurs rapports administratifs.

Toutefois, dans les années qui vont de 1665 à la mort de Molière, un fait très intéressant intervient pour la première fois dans les rapports des « comédiens du roy au Palais-Royal ».

C'est un acte passé au théâtre même, devant deux notaires et signé par tous les comédiens pour assu-

jouer en même temps à la Cour et à la ville. Si bien que, selon le caprice du roi, les Parisiens avaient leur spectacle ou en étaient privés. A partir de 1680, comme nous le verrons, la compagnie, plus nombreuse, put obéir aux ordres du monarque sans abandonner complètement la ville.

1. « En ce mesme temps (1663) M. de Molière a receu pension du Roy en qualité de bel esprit et a esté couché sur l'Estat pour la somme de 1.000 livres. Sur quoy il fist un remerciement en vers pour Sa Majesté (imprimé dans ses œuvres). » La Grange, registre, p. 53.

Cet état est reproduit dans les œuvres de Molière. *Collection des grands écrivains de la France*, t. III, p. 263, on y peut lire :

« Au sieur Molière, excellent poète comique : 1.000 livres. »

rer à l'un d'entre eux, Louis Béjart, qui se retirait, l'avantage d'une « pension viagère pour vivre avec honneur ». Cette pension de « mille livres payable aux quatre quartiers » sera continuée « tant et si longtemps que ladite troupe subsistera... mais... rupture d'icelle arrivant sans se pouvoir réunir, ladite pension n'aura plus cours » (1).

Si des membres se retirent, soit pour jouer ailleurs, soit pour quitter définitivement le théâtre, ils seront déchargés de la pension « de laquelle seront chargés ceux qui entreront en leurs places ou le reste de la troupe, en cas qu'il n'y en entre point ».

Malgré les clauses de cet acte, à peu de temps de là, la moitié de cette pension fut payée par deux nouveaux arrivants, le sieur de Beauval et M^{lle} de Beauval mandés « pour une part et demie, à la charge de payer 500 livres de la pension du sieur Béjart et 3 livres par jour de représentation à Châteauneuf, gagiste de la troupe » (2).

1. Cité par J. Bonnassies, *la Comédie-Française (Hist. adm., p. 16)*.

2. C'est la première fois, croyons-nous, qu'il s'agit de demi part et par conséquent d'inégalité de traitement entre les associés.

Il est vrai que Molière avait demandé en 1661 deux parts au lieu d'une. La troupe lui avait accordé une seconde part pour lui ou sa femme s'il se mariait. Or, Armande Béjart devint M^{me} Molière le mardi-gras 1662.

Naturellement il ne faut point considérer comme part supplé-

La troupe de Molière adoptait ainsi, du moins en partie, le régime existant à l'Hôtel de Bourgogne et qui consistait à faire payer les 100 livres par le successeur du pensionnaire.

Tout ce que nous avons relaté jusqu'ici peut s'appliquer exactement aux années qui suivirent et jusqu'en 1680. J'entends que ni le mode d'organisation, ni les habitudes journalières, ni un événement fondamental ne vinrent modifier l'état de choses que nous connaissons désormais.

A partir de la mort de Molière, survenue brusquement le 17 février 1673, les événements se précipitent, la Comédie-Française se fonde peu à peu : le règlement remplace la coutume. Et si nous insistons sur les incidents qui surgirent en ces années, c'est que chacun d'eux fut la raison d'être d'une habitude ou d'un texte dont l'influence se manifeste encore à l'heure actuelle dans la tradition et dans la législation théâtrales. Le désordre dans lequel se trouve la troupe « après cette perte irréparable » dure peu ; la compagnie recommence à jouer le 24 février et donne *le Misanthrope* huit jours après la mort de son auteur. Et apparemment les intrigues de Lully cau-

mentaire d'acteur ce que Molière touchait en tant qu'auteur, de façon inégale d'ailleurs et dont la somme reste très peu élevée.

sent une perturbation et un préjudice matériel plus important aux comédiens du roi que la mort de Molière (1).

Lully, qui jouissait d'une très grande faveur auprès de Louis XIV, obtint la jouissance de la salle du Palais-Royal. Une ordonnance du 23 juin 1673 règle l'établissement des comédiens au faubourg Saint-Germain tout en supprimant la troupe du Marais.

De par le Roy,

Et M. le Prévôt de Paris, ou M. le Lieutenant de Police, il est permis à la troupe des comédiens, qui était ci-devant au Palais-Royal, de s'établir et de continuer à donner au public des comédies et autres divertissements honnêtes dans le jeu de Paume situé dans la rue de Seine, au faubourg Saint-Germain...

.
Défenses sont pareillement faites à la troupe des comédiens du quartier du Marais, de continuer à donner au public des comédies, soit dans le dit quartier, ou autre de cette ville et faux bourg de Paris.

1. La troupe s'était cependant trouvée bouleversée après la mort de Molière par le départ de Lathorillière, Baron, Beauval et sa femme, qui entrèrent alors à l'Hôtel de Bourgogne. On lit à ce propos dans Lemazurier (*Galerie historique des acteurs du théâtre français depuis 1600 jusqu'à nos jours*, 1810, t. I, p. 12) : « La veuve de Molière et ses camarades se trouvèrent donc en peu de temps privés de leur chef, de leurs principaux acteurs et de leur théâtre. Ils proposèrent aux comédiens de l'Hôtel de Bourgogne de se réunir à eux, et n'en reçurent qu'un refus assez durement exprimé. »

La Grange, à la suite de la relation de ces faits conclut :

En conséquence, la dite troupe du Roy associa encore ceux qu'elle jugea à propos des comédiens du Marais pour se mettre en estat de commencer avec avantage sur un nouveau théâtre.

Le résultat de cette fusion fut heureuse s'il faut en croire un contemporain qui, dès 1674, écrit :

La troupe du Roy... est à présent si bien assortie, si forte en nombre d'acteurs et d'actrices, dont le mérite est connu, et si bien appuyé par l'affection des plus célèbres auteurs, qu'on ne peut attendre de son établissement qu'un magnifique succès. De plus, elle est en possession d'un très beau lieu, et d'un théâtre large et profond pour les plus grandes machines.

Et aussi :

La grande assemblée qui se trouva ce jour-là (ouverture) à son hotel et qui s'y est vue les jours suivants, ne peut que luy être de bon augure, et lui promettre une longue félicité.

C'était décréter implicitement la fusion des deux troupes (1).

Il ne restait donc plus que deux compagnies de comédiens français : celle-ci et celle de l'hôtel de

1. « Les premiers gentilshommes de la Chambre eurent ordre de ménager les choses dans l'équité et de faire en sorte qu'une partie de la troupe du Palais Royal s'estant unie de son chef à l'Hostel de Bourgogne, l'autre fut jointe au Marais de l'aveu du Roy. » Chappuzeau, *op. cit.*, p. 127.

Bourgogne. Mais la liberté des anciens compagnons de Molière n'avait pas été si respectée que La Grange veut bien l'écrire. En réalité, ce fut Colbert lui-même qui traita la fusion de la troupe du Marais avec celle du Palais-Royal, imposa M^{lle} Ozillon que La Grange et ses camarades ne voulaient point accepter et, enfin, régla les parts.

C'était le prélude, si j'ose dire, de ce qui devait se passer en 1680, alors que par la réunion des deux troupes du roy, la Comédie-Française fut fondée. Outre qu'elle avait perdu la pension que le monarque donnait au Palais-Royal, la Compagnie fut grevée d'une dette par son établissement rue Guénégaud. Elle avait acheté le théâtre du marquis de Sourdéac pour le prix de 14.000 livres, argent comptant, « et une part pour le marquis de Sourdéac, et une autre part pour le sieur de Champeron, tous deux associés à la troupe (1) ».

Il fallut emprunter à un certain Boudet, tapissier du roy, à qui la troupe faisait 700 livres de rente, mais qu'elle put rembourser en partie le 3^e avril 1675 et finalement le 17 may 1677.

Mais, suivant la prédiction de Chappuzeau, la troupe avait un public suffisamment fidèle pour

1. La Grange, *Registre*.

pouvoir supporter ces dettes, et si, la première année la part est assez faible (on était resté sans jouer du 21 mars au 9 juillet), peu à peu le niveau remonte.

Voici, d'après La Grange, la part de sociétaire pour chaque année, de 1660 à 1680 :

Jusqu'au 12 ^e mars 1660	2.995 liv.	10
Jusques au 1 ^{er} avril 1661	3.477	6
Jusques au 26 mars 1662	4.310	9
Jusques au 12 mars 1663	3.117	18
Jusques au 28 mars 1664	4.534	4
Jusques au 20 mars 1665	3.011	11
Jusques au 11 avril 1666	2.243	5
Jusques au 29 mars 1667	3.352	11
Jusques au 17 mars 1668	2.608	13
Jusques au 9 avril 1669	5.477	3
Jusques au 23 mars 1670	4.034	11
Jusques au 17 mars 1671	4.689	
Jusques au 5 avril 1672	4.233	
Jusques au 21 mars 1673	4.585	13

Et depuis la mort de Molière :

9 juillet 1673 au 16 ^e mars 1674	1.481 liv.	
6 avril 1674 au 5 avril 1675	2.586	6
23 avril 1675 au 24 mars 1676	3.298	13
14 avril 1676 au 2 mars 1677	2.251	1
4 may 1677 au 2 avril 1678	3.149	17
19 avril 1678 au 24 mars 1679	3.191	18
11 avril 1679 au 12 avril 1680	6.585	10

Nous voyons par ce tableau que la part oscilla du vivant de Molière de 2.400 livres à 5.400 et se fixa

pendant les quatre dernières, aux environs de 4.500 livres.

Après sa mort, la part tombée à 1.400 s'élève jusqu'à 3.100, mais reste nettement inférieure aux anciens chiffres.

Cependant en 1679-1680 la part est de 6.500.

Ce brusque saut de plus de 3.000 livres s'explique par les faits.

Le contrat qui avait constitué la troupe Guénégaud, en 1673, ayant une durée de six ans, il fallut le renouveler en 1679. Or, pendant toute cette période, la compagnie avait en vain tenté de ravir à l'Hôtel de Bourgogne la réputation enviée de meilleure troupe tragique. Lors du renouvellement du contrat, les comédiens de la rue Guénégaud furent assez heureux pour s'attacher M. et M^{lle} de Champmeslé, « l'enchanteresse tragédienne » de Racine. Pour cela il fallut rompre avec les traditions qui n'avaient jamais laissé privilégier un acteur : outre leur part, on leur accorda 1.000 livres par an. Le contrat stipulait spécialement que personne ne pourrait invoquer cette faveur sans précédent. Ce contrat est d'ailleurs très caractéristique ; il contient notamment une stipulation de dédit :

Pendant cette période (le contrat était fait pour vingt ans)

nul ne pourra quitter la troupe pour aller dans une autre ; à peine de 10.000 livres de dédit applicables, sans conteste, moitié à l'Hôpital Général, moitié à ceux qui demeureront. Dans le cas où le déserteur aurait mari ou femme dans la troupe, l'époux restant pourra être exclu sans pension ni dédommagement (1).

Nous voici arrivés en 1680, date historique où fut fondée la Comédie-Française par ordre du Roy.

« Sa Majesté ayant estimé à propos de réunir les deux troupes de comédiens établis à l'Hôtel de Bourgogne et dans la rue Guénégaud à Paris, pour n'en faire à l'avenir qu'une seule, afin de rendre les représentations des comédies plus parfaites, par le moyen des acteurs et actrices auxquelles elle a donné place dans sa dite troupe, Sa Majesté ordonne qu'à l'avenir lesdites deux troupes de comédiens français seront réunies pour n'en faire qu'une seule et même troupe, et sera composée des acteurs et actrices dont la liste sera arrêtée par Sa dite Majesté. Pour leur donner moyen de se perfectionner de plus en plus, Sa dite Majesté veut que sa dite troupe puisse représenter des comédies dans Paris, faisant défense à tous autres comédiens françois de s'établir dans la ville et

1. J. Bonnassies, *loc. cit.*

Les contrats annuels avaient fait place à des contrats à longue durée et ce n'est point là un des phénomènes les moins caractéristiques de la stabilisation qui tendait alors à se faire.

fauxbourgs de Paris sans ordres exprès de Sa Majesté. Enjoint Sa Majesté au Sr de la Reynie, lieutenant-général de police, de tenir la main à l'exécution de la présente ordonnance. Fait à Versailles le 22 octobre 1860. Signé Louis. Et plus bas : Colbert et scellé (1). »

Quel était le but de Louis XIV en agissant ainsi ? Voulait-il, comme l'estiment les Frères Parfait, obtenir une troupe supérieure ? Sa détermination était-elle née de la désorganisation dont l'Hôtel de Bourgogne subissait les ravages depuis le départ de Champmeslé et la mort de la Thorillière ? Nous croyons plutôt avec M. Bonnassies, qu'il faut voir là une des nombreuses manifestations de la politique autoritaire : « C'était pour faire à la littérature dramatique et aux représentations théâtrales l'application de son système centralisateur et pour les soumettre à l'influence de cet esprit méthodique et régulateur qui tendait, en tout, à l'unité dans les idées et dans les formes (2). »

L'état de la compagnie fut réglé par le bon plaisir du monarque.

1. Cité par les frères Parfait, *Histoire du Théâtre-Français*, t. XII, p. 193.

2. Bonnassies, *op. cit.*

Et voici la liste des acteurs et la répartition des intérêts, telle que nous la trouvons dans le registre De la Grange :

MM. De Champmeslé.....	}	à part
Baron		
Poisson.....		
Dauvilliers.....		
De La Grange.....		
Hubert, payera pension.....		
De la Tuillerie.....		
Rosimont, payera pension.....		
Hauteroche, payera pension.....		
Guérin, paye pension de 1000 livres.....		
Du Croisy.....	}	à demi-part
Raison.....		
De Villiers.....		
Verneuil.....		
Beauval.....	}	un quart de part
MM ^{lles} De Champmeslé.....	}	à part
Beauval.....		
Guérin.....		
Belonde.....		
De Brie, payera pension.....		
D'Ennebaut, payera pension.....	}	à part
Du Pin, payera pension.....		
Guyot.....		
Angélique.....	}	à demi-part
Fille de Du Croisy.....		
Raisin.....		

De La Grange.....	}	à quart de part
Baron.....		

15 acteurs et 12 actrices, en tout 27 parts un quart. Enfin et par-dessus, le roi retenait une demi-part pour en disposer à sa guise.

Pensionnaires :

Le vieux de Villiers aura de pension.....	1000	livres
La Montfleury.....	1000	»
La Floridor.....	1000	»
La Beauchasteau.....	1000	»
La Brécourt.....	1000	»
La Ozillon.....	1000	»
La La Tuillerie.....	1000	»
La Dauvilliers.....	1000	»
Dupin.....	500	»

La troupe payera aux comédiens italiens qui iront doresnavant jouer à l'Hostel de Bourgogne : 800 livres.

Signé : le duc de Créqui.

L'année suivante Louis XIV accorda par brevet, le 24 août 1682, aux comédiens français, une pension annuelle de 12.000 livres.

Aujourd'huy 24^{me} jour du mois d'Aoust 1682, le Roy estant à Versailles, voulant gratifier et traiter cordialement la troupe de ses comédiens françois en considérations des services qu'ils rendent à ses divertissements, Sa Majesté leur accorde et fait don de la somme de 12.000 livres pension annuelle et viagère, pour en estre payez sur leurs simples quittances par les gardes de son trésor royal présens et à venir, chacun en l'année de son exercice, en vertu du premier brevet que Sa

Majesté a pour assurance de sa volonté signé de sa main et faist contresigner par moy Conseiller général d'Estat et de ses commandemens et finances. *Signé*; Louis et plus bas : COLBERT.

Cette pension fut augmentée à plusieurs reprises et les rois la payèrent jusqu'à la fin de l'ancien régime, même aux époques les plus difficiles de notre histoire, et indépendamment des gratifications, pensions particulières, etc. Les payements, d'ailleurs, en étaient irréguliers. Six mille livres, d'après La Grange, furent « accomplis le 3 juillet 1684 » et Bonnassies dit : « Nous avons constaté des retards de deux et trois ans. » En 1694, les comédiens qui n'avaient rien reçu pendant l'année, abandonnèrent leur créance. Ils consentirent même à donner au Trésor une somme de 6.000 livres (ce qui fit monter leur créance à 18.000 livres) pour obtenir un titre de rente de 1.000 livres, si bien que leur pension s'éleva désormais à 13.000 livres.

1. Nous avons retrouvé à la fin du journal de Le Kain. N. Ms. fr. 12534, un compte qui prouve le retard que subit à de certaines époques le paiement des pensions. Ce compte est à la date du 31 janvier 1760.

État de ce qui est dû par le Roi à ses comédiens françois :

Pension de 1758.....	12.000 liv.
Pension de 1757.....	12.000 —
La garde de 1757 échue au 1 ^{er} avril	
1758.....	2.000 —

Maintenant que la centralisation est acquise, le privilège établi et que la mainmise royale sur la comédie devient un fait accompli, toute modification administrative de la troupe sera sanctionnée par un gentilhomme de la Chambre. Bien mieux, Louis XIV donne à la Dauphine la haute direction des comédies et le 18 juin 1684 le duc de Créqui, par ordre de la « surintendante », fixe les parts. En outre, les ordres des gentilshommes vont être transmis par l'intendant et contrôleur général de l'argenterie et des menus plaisirs et affaires de la Chambre du roi en exercice, qui devra en délivrer aux comédiens ampliation signée de lui. Les affaires de la troupe et particulièrement les distributions des rôles ne se feront que de son consentement.

Dès le 3 avril 1685, la Dauphine, sous le bon plaisir du roy, ordonne :

La garde de 1758 échue au 1 ^{er} avril 1759.....	2.000 —
Les trois quartiers de la garde de 1759 échus au 30 décembre même année	1.500 —
Nourritures de Versailles pour 1759.	2.646 —
Frais des voyages pour l'année 1759.	4.168 liv. 7 sols.
Mémoires d'habits avancés pour le Roy.....	5.507 liv. 1 sol 3 deniers
Gratification de 1759.....	10.000 —
Total.....	51.821 liv. 8 sols 3 deniers

Premièrement :

Que les acteurs et actrices, ci-après déclarés, dont ladite troupe sera composée à Pâques prochain 1685, partageront dorénavant leurs profits et émolumens, après les charges déduites, sur le pied de vingt-trois parts :

Sçavoir :

Pour les acteurs particuliers sans charges :

De Champmeslé	La Grange
Baron	Poisson
Dauvilliers	De Villiers
La Tuillerie	Raisin le Cadet

Autres parts qui payeront pension à ladite troupe :

Guérin, une part en payant.....	571 liv. 18 Sols
Rosimont, une part.....	571 18
Raisin l'aîné, une part.....	1.000
Dancourt, une demi-part.....	285

Autres à demi-part :

Le Comte	Du Croissy
La Thorillière	Beauval

et Delmarès, agrégé présentement depuis la mort de Brécourt, à ladite troupe, demi-part.

Dix-sept hommes..... quatorze parts

Et pour les actrices particulières et sans charges :

Les demoiselles :

De Champmeslé	Raisin
Le Comte	Guérin
Beauval	Paisson

Autres à demi-part :

La Grange	Desbrosses
Baron	Doncourt
Bertrand	Durieu

Douze actrices..... neuf parts

Tous les susdits acteurs et actrices composent vingt-trois parts.

Deuxièmement :

Et comme l'intention de Madame la Dauphine est que ladite troupe demeure dorénavant fixée desdites vingt-trois parts, elle veut et entend que quand quelqu'un desdits acteurs ou actrices viendra à décéder, ou que d'autres se voudront retirer de ladite troupe pour ne plus jouer la comédie, M. le premier gentilhomme de la Chambre en année lui en fasse son rapport, pour ordonner des parts et portions vacantes, comme il lui plaira, suivant les brevets particuliers qui en seront signés par M. le premier gentilhomme de la Chambre, et expédiés par lesdits intendants et contrôleurs.

Un article III prévoit l'acceptation des règles adoptées par contrat par les nouveaux agrégés, et l'article IV est ainsi conçu :

ART. IV. — Que les pensions viagères, que ladite troupe est obligée de payer par chacun an, seront acquittées exactement aux gens ci-après déclarés, suivant les contrats particuliers qui en seront faits aux nouveaux pensionnaires, par le corps de ladite troupe, en la manière accoutumée.

Sçavoir :

A Hauteroche	1.000 livres
A M. le marquis de Sourdéac.	500 —
Au sieur Champeron.....	500 —
A la demoiselle A. Ozillon.	1.000 —
A la demoiselle Floridor..	1.000 —
A la demoiselle Brécourt..	1.000 —
A la demoiselle La Tuillerie.	1.000 —

A la demoiselle Dauvilliers.	1.000	—
A la demoiselle de Brie...	1.000	—
A la demoiselle d'Ennebaut.	1.000	—
A la demoiselle du Pin....	1.000	—
A la demoiselle Guyot....	1.000	—
A Verneuil.....	1.000	—
A Hubert.....	1.000	—
A Du Pin.....	500	—
Total.....	13.000	livres

Les quatre derniers articles qui suivent n'intéressent pas la question pécuniaire.

Mais une augmentation au règlement du 3 avril, qui fut arrêtée le 29 octobre 1685, réglait le remboursement des frais de leur établissement.

Sçavoir :

Premièrement :

Que dorénavant, à compter de ce jourd'hui, personne n'entrera dans ladite troupe de comédiens du roy qu'aux conditions portées par ledit règlement, et à la charge de payer la somme de 4.400 livres à celui qui aura une part entière, qui voudra se retirer, ou à qui il sera ordonné ; ou à la veuve et héritiers de celui qui sera décédé qui avait une part, 3.300 livres pour trois quarts de part, 2.200 livres pour une demi-part ; et ainsi à proportion de ce qu'ils partageaient.

Les comédiens passeront un contrat de ces dispositions.

Il fut passé le 4 mars 1686 par devant MM^{es} Ferret et Béchet, et contenait, outre les conventions en question, la disposition suivante :

Si les comédiens nouveaux ne peuvent payer comptant les 4.400 livres ou à proportion, il leur sera, chaque jour, retenu jusqu'à due concurrence la moitié de ce qui leur reviendra.

Les sortants ne pourront disposer de leur part au profit de quiconque, sinon du consentement de la troupe, quand même le cessionnaire choisi par eux leur promettrait plus que les avantages légaux.

Le nombre des parts désormais fixé à 23 ne variera plus jusqu'à la dissolution en 1794.

L'année 1687 apporte dans la situation facile des comédiens une grave modification.

Le 20 juin 1687, La Reynie mande les comédiens et leur fait part de l'ordre que Louvois leur transmet au nom du roi, d'avoir à quitter, dans trois mois, l'Hôtel Guénégaud et de s'établir autre part.

Le prétexte donné était la gêne qu'offrirait au Collège des Quatre-Nations (1), qui allait s'ouvrir, le voisinage de la comédie, le motif était la condition d'exil de la comédie, qu'avaient mis MM. de Sorbonne à l'acceptation du legs Mazarin (2).

1. Collège des Quatre-Nations. Nom donné à un des collèges autrefois les plus célèbres de Paris, fondé par le cardinal Mazarin dans les dépendances du palais affecté depuis, en fin du XVIII^e siècle, à l'Institut National.

2. « La nouvelle qui fait ici le plus de bruit, c'est l'embarras des comédiens, qui sont obligés de déloger de la rue Guénégaud

Du 20 juin 1687 au 18 avril 1689, date où le théâtre ouvrit dans la salle qu'ils firent construire sur le Jeu de Paume de l'Étoile rue Neuve-des-Fossés-Saint-Germain-des-Prés, les comédiens restèrent sans jouer (1).

Sans entrer dans le détail des comptes d'ailleurs établi à la perfection par Bonnassies, retenons que l'émigration forcée des comédiens leur coûta 198.233 liv. 16 sols 6 deniers (2).

C'est là l'origine de leur situation embarrassée. Leurs obligations antérieures ne leur étaient relativement guère onéreuses, mais ce changement imposé les greva d'une dette permanente et énorme. Un comédien reçu à part entière avait, dès son entrée, à payer : 1^o sa part dans le fonds, 8.618 liv. 17 sols 2 deniers ; 2^o les 4.400 livres de 1686 et 3^o pendant la vie de son prédécesseur 1.000 livres de pension par an, ce qui peut représenter en moyenne un total de 20 à 25.000 livres, rarement moins, parfois plus

à cause que MM.de Sorbonne, en acceptant le Collège des Quatre-Nations, ont demandé pour première condition qu'on les éloignât de ce collège. Ils ont déjà marchandé des places dans cinq ou six endroits ; mais partout où ils vont, c'est merveille d'entendre comme les curés crient » (*Lettre de Racine à Boileau*. Paris, 8 août 1687).

1. La Comédie-Française resta dans cette salle jusqu'en 1770.

2. J. Bonnassies, *la Comédie-Française (Hist. administrative*, p. 86 et 89).

Il restait en outre à la troupe 39.000 livres à payer. Il fut convenu par acte entre les comédiens qu'on les paierait au moyen d'un prélèvement de 60 livres par jour et de la pension du roi (1).

La situation ainsi créée était d'autant plus grave qu'elle était due au parti pris par Louis XIV de se désintéresser de ses comédiens (2).

Quelques années plus tard une décision royale vint encore accentuer la gêne des comédiens. Un droit, dit droit des pauvres, fut établi par une ordonnance du 25 février 1699 et fixé au sixième en sus de la recette. Il était institué au profit de l'hôpital général. On avait d'abord pensé à réaliser un abonnement, mais ce système n'avait point prévalu.

En 1716, la charge qui, de ce fait, pesait sur les théâtres fut encore aggravée. Voici dans quelles circonstances, d'après Amelot (manuscrit, art. 141) :

1. *Idem.*

2. « Louis XIV commençait à devenir vieux et la vivacité de son goût pour le plaisir, surtout pour le théâtre, qui avait été la plus grande passion de sa jeunesse, se calmait. De plus, il était alors circonvenu par M^{me} de Maintenon et par son entourage bigot. Fidèle à son habitude d'abandonner ceux dont il n'espérait plus rien, de pousser même le cynisme jusqu'à leur nuire, et excité d'ailleurs contre le théâtre par les jésuites, le colossal égoïste porta subitement à ses comédiens, qui l'avaient si fort distrait, un coup dont ils faillirent ne pas se relever ; d'avoir à quitter dans trois mois l'Hôtel Guénégaud et de s'établir autre part » (J. Bonnasies, *Hist. de la Comédie-Française*, p. 85).

« Sa Majesté informée du grand nombre de pauvres malades portés à l'Hôtel-Dieu depuis l'année 1709 ordonna la construction de nouvelles salles pour les placer à l'avenir plus commodément, et pour subvenir aux frais de cette construction, et au soulagement de ces malades, elle fit rendre une ordonnance le 5 février 1716 portant qu'il serait levé au profit de l'Hôtel-Dieu un neuvième par augmentation des sommes que l'on reçoit et qu'on recevra à l'avenir pour les places aux opéras, comédies et autres spectacles publics. »

L'impôt équivalut alors à $1/9 + 1/6$, c'est-à-dire $1/4$ du total ; d'où l'expression de quart des pauvres souvent employée pour désigner cette charge.

Le prétexte de cette lourde aggravation masquait, paraît-il, le désir de fournir des fonds à un certain de la Mare, pour lui permettre d'achever son *Traité de la police*. Toujours est-il qu'en 1721 les salles en question étaient achevées. La perception du droit n'en continua pas moins jusqu'en 1790.

Cependant les théâtres ne cessèrent de s'en plaindre et par moment l'autorité se relâcha de sa rigueur.

En 1721 l'Opéra et l'Opéra-Comique furent dégrévés en partie.

La Comédie-Française n'obtint d'être favorisée d'un régime semblable qu'en 1736.

Le texte de l'ordonnance qui établit cette nouvelle organisation est à reproduire intégralement. Mieux que tous les commentaires, en effet, il donne idée de la situation :

1730. — 6 OCTOBRE

Ordonnance de Louis XV portant que les comédiens du roi des troupes française et italienne, après avoir prélevé sur leurs recettes quotidiennes la somme de 300 livres pour les frais de leurs représentations, devront donner le neuvième du surplus aux administrateurs de l'Hôtel-Dieu, qui l'emploieront au soulagement des pauvres.

De par le Roy,

Sa Majesté s'étant fait représenter l'ordonnance du 5 février 1716 par laquelle, pour les causes y contenues, elle aurait ordonné qu'il serait à l'avenir levé un neuvième par augmentation du prix des places et entrées aux représentations de l'Opéra des comédies française et italienne et autres spectacles au profit des pauvres de l'Hôtel-Dieu de Paris, et Sa Majesté bien informée que, d'un costé la grâce qu'elle avait eue en vue de leur faire par cette disposition leur avait été peu utile et, d'un autre costé, que le produit des représentations ayant diminué depuis cette augmentation, les spectacles, que Sa Majesté, pour de bonnes considérations, voudrait soutenir, tomberaient infailliblement s'il n'y était pourvu, ordonna le 10 avril 1721 qu'à commencer du 21 du mesme mois, les intéressés au privilège de l'Opéra, après avoir prélevé sur le produit de chacune de leurs représentations la somme de 600 livres pour leurs frais, seraient tenus de donner le neuvième

de surplus au receveur du dit Hôtel-Dieu, et par autre ordonnance de la même année Sa Majesté régla pareillement qu'avant de payer le neuvième de la recette des représentations de l'Opéra-Comique au receveur des pauvres de l'Hôtel-Dieu, il serait prélevé 150 livres pour les frais de chaque représentation ; Sa Majesté, après s'être fait exactement informer de l'état dans lequel se trouvent actuellement les comédies française et italienne, de la diminution du produit des représentations et de l'augmentation des dépenses nécessaires au soutien des spectacles, a ordonné et ordonne qu'à compter du 14 de ce mois ses troupes de comédiens français et italiens, après avoir prélevé sur le produit de chacune de leurs représentations la somme de 300 livres pour leurs frais, seront tenus de donner le neuvième du surplus au receveur de l'Hôtel-Dieu sur ses simples quittances pour estre employé au soulagement des pauvres ainsi qu'il sera réglé par les administrateurs, sans que le dit neuvième puisse estre levé sur le public.

Fait à Versailles, le 6 octobre 1736.

Aussi bien les réclamations continuèrent postérieurement. En décembre 1749, le quart faillit être supprimé. D'Argenson avait conçu le projet de déporter en masse les pauvres aux colonies. Aussi Collé peut-il écrire dans son journal : « Ce jourd'huy 16 courant (déc. 1747) j'ai appris qu'on ne retiendrait plus le quart des pauvres. » Toutefois le paiement de ce droit avait été suspendu seulement jusqu'à nouvel ordre. Le nouvel ordre ne se fit point attendre longtemps. « J'ai dit d'une manière positive que les spectacles avaient été déchargés du quart des pauvres, il il n'en était rien, la chose avait été seulement mise en

délibération et l'argent en sequestre en attendant la décision du Roi. Ce principe a décidé le 24 ou le 25 de ce mois (fév. 1751) en faveur de l'hôpital ; les pauvres auront toujours le $\frac{1}{4}$ de la recette effective des spectacles sans entrer dans les frais, ainsi qu'ils l'avaient ci-devant. »

La dernière forme à laquelle on aboutit fut l'abonnement. C'était la première à laquelle on avait pensé s'il faut en croire une lettre de Pontchartrain à M. de Harlay (1). Mais les chiffres de 1699, savoir 40.000 livres pour l'Opéra et 25.000 livres pour la Comédie-Française sont devenus tout autres en 1762. On lit dans le *Journal* de Papillon de la Ferté, page 68 : « MM. les Premiers Gentilshommes de la Chambre prirent enfin le sage parti de proposer aux administrateurs des hospices un abonnement qui fut enfin réglé après bien des courses de la part de M. le Duc de Duras et de la mienne, moyennant 60.000 livres par an pour la Comédie-Française et 55.000 livres pour la Comédie-Italienne vu la réunion de l'Opéra-Comique. On convint du paiement des anciennes dettes des spectacles vis-à-vis des pauvres dans les neuf années de l'abonnement (2). »

1. *Correspondance administrative de Louis XIV*, t. II, p. 758.

2. Les comédies n'avaient pas seules été soumises à l'abonnement ; l'Opéra avait participé à ce régime et, à partir de 1770, les

Jusqu'à la fin de l'ancien régime, les comédiens français ne cessèrent de se plaindre de cette institution. Dès 1718, criblés de dettes, ils adressent une requête au Régent. Ils lui demandent d'avoir pitié de leur misère :

« Autrefois les parts dépassaient 6.000 livres ; il y a trois ans, elles n'allaient plus que 3.671 livres ; cette année elles n'auront pas atteint 1.500 livres. La décadence de la comédie tient surtout au quart. Depuis qu'il est établi, les spectacles ne sont plus aussi fréquentés, et le public prend des places moins coûteuses. Il y a trois ans avant l'imposition du neuvième, le produit de la comédie était de 260.000 livres,

théâtres forains qui avaient pris beaucoup d'extension, se la virent imposer. Cependant quelques-uns préférèrent acquitter le quart. Voici, d'après le registre de Francœur, aux archives de l'Opéra, le produit général du droit en 1788 :

Abonnement

Opéra	72.000
Comédie-Française.....	60.000
Comédie-Italienne.....	60.000
Variétés Amusantes.....	60.000
Beaujolais	12.000
	<u>264.000 livres</u>

Quart réellement perçu

Audinot.....	30.000
Nicolet.....	30.000
Sallé.....	6.000
(Divers)	2.050
	<u>68.050</u>
Total général.....	332.050 livres

dont les pauvres avaient le sixième. Il y a deux ans il fut de 178.564, et cette année il ne dépasse guère cette somme. La différence du sixième au quart a donc diminué nos revenus d'un tiers. Il y a trois ans la part montait à 3.671, il y a deux ans à 1.685 livres, cette année à 1.480 ; et sur cette modique somme il faut encore prélever les frais des costumes. Cette pénurie nous oblige à faire des emprunts, qui compromettent l'avenir de la société (1). »

Il y avait quelque exagération à affirmer que les parts avant 1699 dépassaient couramment 6000 livres. Nous avons vu que ce chiffre était même alors tout exceptionnel. La situation des comédiens n'était pas cependant brillante. La vogue sans cesse croissante des spectacles forains, qui, « protégés par des personnes de distinction », assurés de l'indulgence du régent empiètent constamment sur le privilège de la comédie, ne contribue pas peu à cet état de choses ; les perpétuels procès, les incessantes requêtes présentées à ce sujet montrent assez le désarroi dans lequel se trouve la Comédie française.

La situation embarrassée des comédiens apparaît encore dans les documents que nous allons citer.

Pour en apprécier l'intérêt il faut savoir que le

1. Cité par J. Bonnassies. *Le droit des pauvres avant et après 1789*, p. 151.

10 décembre 1709 les comédiens avaient résolu, par délibération homologuée le 23 par arrêt du Parlement, qu'on partagerait le produit de la part en trois portions égales, dont l'une s'il y avait lieu serait mise entre les mains du caissier de la comédie pour être délivrée, exempte de tous frais, aux créanciers saisissants, et que les deux autres tiers, l'un pour la nourriture, l'autre pour l'habillement, seraient attribués au comédien saisi; enfin que le tiers saisissable ne se compterait pas chaque mois « parce qu'il y en a où la faiblesse des recettes ne permet pas à la fois d'acquitter les dettes et de vivre ».

*État des tiers qu'on a retiré sur chaque particulier
sur lesquels il y a saisie*

M. Legrand père jusques et compris ce 7 janvier 1728		
	Part 1.128 l.	Tiers 376 l.
M. Quinault	Part 1.474	Tiers 488
M. Fontenay	Part 1.464	Tiers 488
M. Dufresne	Part 1.464	Tiers 488
M. Legrand fils, trois quarts et seizie	1.189 l. 10 s.	Tiers 396 l. 10 s.
M. La Thorillière fils, demy part et seizie	833 l. 10 s.	Tiers 274 l. 10 s.
M. Armand quart et demy	549	Tiers 183 l.
M. du Mirail, un quart	366	Tiers 122
M. Poisson, un quart.	366	Tiers 122
M ^{lle} Dufresne, demy part	731	Tiers 244
M ^{lle} Legrand, depuis le 1 ^{er} mars 1728...	31	Tiers 10 l. 6 s. 8 d.
		3.192 l. 6 s. 8 d.

M. de Romancan m'a mis entre les mains les trois mil cent quatre vingt et douze livres six sols huit deniers cy-dessus pour être contribuez entre les créanciers des particuliers cy-dessus nommés.

Fait à Paris le dix-neuf mars mil sept cent vingt-huit.

De SAVIGNY (1)

Etats des tiers que l'on a retirés sur les particuliers cy-après nommez depuis le 1^{er} avril 1728 jusques et compris le dernier mars 1729 : en conséquence des saisies sur eux faites, pour les dits tiers être portés chez M. de Savigny notaire pour en faire la contribution.

Messieurs,

Quinault, part.....	1460 liv.	Tiers	486 l. 13 s. 4 d.
Fontenay part pour deux mois.....	344 —	—	81 l. 6 s. 8 d.
Dufresne part.....	1460 —	—	386 l. 13 s. 4 d.
Legrand, trois quarts et demye.....	1277 liv. 10	—	425 l. 16 s. 8 d.
La Thorillière (fils), demye part et seizie.	821 — 5	—	273 l. 15 s.
Armand, demye part.	730 —	—	243 l. 6 s. 8 d.
Du Mirail, un quart..	365 —	—	121 l. 13 s. 4 d.
Poisson, un quart....	365 —	—	121 l. 13 s. 4 d.
M ^{lles} Dufresne demye part.....	730 —	—	243 l. 6 s. 8 d.
			2384 l. 5 s.

Je soussigné N^{re} à Paris reconnois que M. de Romancan m'a remis es mains la somme de deux mil quatre cent quatre

1. Administration de la Comédie-Française, 1726-1786. N. ms., fonds français, 9237, fol. 65.

vingt quatre livres cinq sols, pour les Tiers cy-dessus énoncés, fait à Paris ce vingt-trois avril mil sept cent vingt neuf.

De SAVIGNY (1)

Enfin il est une cause dont les comédiens subirent l'effet. Voici en quels termes J. Bonnassies l'expose : « jusqu'à la fin du ^{xvii}e siècle les comédiens deviennent presque riches ; mais à partir de cette époque, les archives du théâtre contiennent mainte preuve de leur gêne. Si leur déplacement forcé, le guerre de la Succession, l'exagération du droit des pauvres, les désordres financiers de la Régence leur font des années peu rémunératrices, ces événements n'engagent que temporairement leur avenir. Mais le système de Law opère, dans la valeur de l'argent, une révolution qui, comme toutes celles qui ont effet de déprécier le numéraire, n'est onéreuse que pour ceux dont les revenus ne peuvent s'accroître arbitrairement.

Les comédiens à cette époque venaient d'augmenter du quart leurs tarifs, ils reculent devant une nouvelle élévation, et voient renchérir toutes les denrées, fors la denrée théâtrale, et leurs frais devenir plus grands. Puis commence le règne des gentilshommes (2),

1. *Id.*, fol. 71.

2. « Sous le règne de Louis XIV, MM. les premiers gentilshommes de la Chambre n'avaient pas par eux-mêmes le droit d'entrer au spectacle sans payer, il existe encore de vieux pensionnaires de la comédie qui peuvent attester cette vérité. C'est

qui, tracassier relativement aux détails, facile jusqu'à l'excès sur les choses d'importance, va désorienter la comédie et y entretenir la désorganisation perpétuelle. Le passif du théâtre devient tous les ans plus fort. En 1757 il s'élevait à 487.000 livres. Le gouvernement qui se sentait responsable de la situation, comprit qu'il y devait remédier (1).

en 1716 qu'ils ont fait pratiquer dans l'orchestre un banc de sept pieds de longueur sur quatre de large, pour jouir du spectacle plus à leur aise. On voit que cette première usurpation avait encore un air de prudence et de circonspection, puisque le terrain occupé était pris sur celui des musiciens. C'est en 1745 que nos seigneurs se trouvant logés trop à l'étroit, ont fait construire et meubler la loge qu'ils occupent aux secondes. C'est en 1756 qu'ils ont fixé leurs billets au nombre de douze pour les officiers de leurs maisons, non compris leurs secrétaires, etc. Enfin c'est en 1761 qu'ils ont augmenté leur loge des deux tiers de celle qui les avoisine.

» C'est ainsi qu'avec le temps tout se perfectionne » (*Mém. de Le Kain*, éd. Barrière, p. 133).

1. Bonnassies, *Histoire de la Comédie-Française*, p. 171.

Cependant le trésor royal avait maintes fois alimenté la caisse des comédiens. Le chevalier de Mouhy dans son *Abrégé de l'histoire du Théâtre Français*, t. III, nous a transmis un état des principaux dons gratuits faits à la Comédie-Française par les rois.

En 1729.....	10.000 livres à l'occasion de la naissance du Dauphin.
En 1743.....	72.000 livres comme indemnité des pertes causées par la guerre.
Depuis 1744....	10.000 livres par an.
En 1745.....	12.000 livres à l'occasion du premier mariage du Dauphin.
En 1747.....	9.000 livres à l'occasion du second.
Depuis 1751....	2.000 livres par an pour supplément à la paye des Gardes françaises établies au théâtre, en avril.

*Extrait des registres du Conseil d'État du Roi
du 18 juin 1757*

Le Roi s'étant fait rendre compte de l'état des affaires de la troupe de ses comédiens français ordinaires, et voulant donner des marques de sa protection pour ce spectacle formé en France par les talens des plus grands auteurs qu'elle ait produits, à l'exemple duquel il en a été établi de semblables dans les principales cours de l'Europe, et qui, à juste titre, a été honoré de la protection particulière du feu Roi, Sa Majesté se serait fait représenter les réglemens et arrêts rendus au sujet, tant de l'établissement de la dite troupe que de son administration, police et discipline depuis l'année 1680 qu'il plut au feu Roi de réunir les deux troupes de ses comédiens français ; ensemble les traités successivement passés entre eux, et particulièrement ceux des 5 janvier 1681, 26 octobre 1685, 22 septembre 1687, 22 juin 1692, 23 mars 1705 et 5 septembre 1735 et les dits arrêts, réglemens et actes de société ne pouvant avoir leur entière exécution : ouï le rapport, le Roi étant en son Conseil, dérogeant autant que de besoin et révoquant et annulant les susdits traités, arrêts et réglemens, a ordonné et ordonne ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Le fonds de l'établissement de l'hôtel sera et demeure fixé à la somme de 200.807 livres, 16 sols, 6 deniers seulement, sçavoir, 198.232 livres, 16 sols, 6 deniers, à quoi ont été fixées par le traité de 1692 les dépenses faites tant pour l'acquisition des fonds sur lesquels les comédiens prédécesseurs ont fait bâtir le dit hôtel, la construction du théâtre, que pour l'achat des décorations et autres objets formant le dit établissement et 2.574 livres

En 1753. 20.000 livres à la clôture de l'année, pour réparations à la salle.

Sans préjudice d'ailleurs de 12.000 livres par an depuis 1680.

payés par lesdits comédiens pour le rachat et la taxe des boues et lanternes à cause dudit hôtel, dérogeant à cet égard audit traité de 1705 (1).

ARTICLE II. — Le fonds ci-dessus sera comme ci-devant divisé en 23 parts égales, dont chacune sera de 8.730 livres 15 sols 5 deniers seulement au lieu de 13.130 livres 15 sols, à quoi avait été fixé le fond de chaque part par le traité de 1705, sçavoir 8.618 livres 17 sols, 2 deniers pour chaque part dans le fond de l'hôtel ; 111 livres, 17 sols 10 deniers pour le rachat des boues et lanternes et 4.400 livres sous le titre de récompense aux acteurs et actrices retirés ou à leurs héritiers, lesquelles 4.400 livres ne pourront être à l'avenir prétendues par les acteurs ou actrices, ni leurs successeurs ou héritiers sous quelque prétexte que ce puisse être, non plus que les 1.200 livres pour prétendue indemnité, à cause de l'entretien des décorations du théâtre suivant le traité de 1735.

ARTICLE III. — et voulant Sa Majesté procurer à la dite troupe le moyen de se soutenir ordonne que pour renbourser les acteurs ou actrices qui ont fait le dit fonds ou portion d'icelui au fur et à mesure de la retraite du décès des dits acteurs ou actrices, il sera fait fonds dans les états des dépenses extraordinaires des menus, des sommes qu'ils se trouveront avoir payées au jour de la clôture du théâtre de la présente année ; à l'effet de quoi il en sera dressé état par les sieurs Intendants des Menus dont un double signé d'eux sera annexé à l'acte de société mentionné en l'article XXXVIII ci-après ; entendant néanmoins Sa Majesté que les intérêts desdits fonds ou portions de fonds soient payés par la troupe jusqu'au jour du remboursement actuel auxdits acteurs ou actrices, ou à

1. Le traité de 1705 dont il est ici question, et le traité de 1735 dont il est parlé dans l'article Ils ne furent que des remaniements du règlement de 1685 que nous avons cité et analysé.

leurs héritiers ou représentants, à raison de cinq pour cent francs et quittes de toutes charges et impositions à dater du jour de la clôture du théâtre de la présente année. Comme aussi qu'après l'entière extinction des sommes qui se trouveront audit jour avoir été payées pour le dit fonds ou portion de fonds, conformément audit état, le remboursement des dites 8730 livres 15 sols cinq deniers aux acteurs ou actrices retirés, et aux héritiers ou représentants de ceux qui seraient décédés, demeurera à la charge de ladite troupe.

ART. VIII. — Les acteurs ou actrices qui seront à l'avenir admis dans la troupe, seront tenus de payer, sans intérêts néanmoins, la somme ci-dessus de 8730 livres 15 sols pour une part et ainsi à proportion pour une demi-part ou autre portion de part, entre les mains du caissier de la troupe, qui sera tenu de s'en charger en recette et d'en faire emploi ainsi qu'il sera ordonnée par l'article XXV ci après.

ART. IX. — Pour faciliter aux nouveaux acteurs ou actrices le paiement desdits 8730 livres 15 sols il leur sera retenu, à moins que de leurs deniers ils ne veuillent faire ledit paiement de 8730 livres 15 sols, par chaque année et jusqu'à concurrence, la somme de 1.000 livres par part et ainsi à proportion, et ce par privilège et préférence à tous leurs créanciers particuliers, de laquelle retenue les intérêts leur seront payés par la troupe à la clôture du théâtre de chaque année conformément à l'article III ci-dessus.

ART. X. — Tous les acteurs ou actrices qui seront renvoyés après quinze années accomplies de service, jouiront de 1000 livres de pension viagère, laquelle leur sera payée annuellement par la troupe, sans aucune retenue ni diminution des impositions présentes et à venir quelconques de six mois en six mois, à compter des jours et dattes des ordres du premier gentilhomme de la Chambre lors en exercice, sur lesquels seront expédiés les contrats de constitution desdites rentes auxdits acteurs ou actrices ainsi retirés.

ART. XI. — Il sera libre aux dits acteurs ou actrices de se retirer après vingt années de service et audit cas ils jouiront de la pension de 1000 livres laquelle sera constituée à leur profit conformément au précédent article, sauf néanmoins que ceux desdits acteurs ou actrices qui seront jugés nécessaires après lesdits vingt ans de service, ne pourront se retirer, mais auront 1500 livres de pension en continuant par eux le service pendant dix autres années.

ART. XII. — Et néanmoins s'il survenait à quelques acteurs ou actrices avant ledit terme de quinze années, des accidents ou infirmités habituelles qui les missent hors d'état de continuer leur service, lesdites pensions de 1000 livres seront constituées à leur profit en conséquence d'une délibération signée de tous ceux qui composeront alors ladite troupe pour leur être payée ainsi qu'il est porté à l'article X ci-dessus, et à compter des jours et dattes des ordres du premier gentilhomme de la Chambre alors en exercice.

Suivent plusieurs articles ayant trait à l'organisation des fonctions de semainier.

ART. XVII. — Arrivant le cas de décès ou de retraite d'aucun desdits acteurs ou actrices, ceux qui se retireront, et le plus ancien semainier, à l'égard de ceux qui viendront à décéder, seront tenus de se retirer par devers le premier gentilhomme de la Chambre alors en exercice, pour, sur le rapport qui sera par lui fait à Sa Majesté, ordonner des parts et portions vacantes par brevets particuliers expédiés par les sieurs intendants des menus.

Les articles suivants sont consacrés à l'établissement des registres de comptabilité et à leur contrôle par les intendants des menus.

ART. XXV. — Sur le produit de la totalité de la recette seront prélevés :

1° Les trois cinquièmes du quart, ou le neuvième au total, sans aucune déduction quelconque, pour l'hôpital général ;

2° Le dixième en faveur de l'Hôtel-Dieu, déduction faite des 300 livres dont la retenue a été ordonnée par Sa Majesté pour les frais par chaque jour de représentation ;

3° La rente annuelle de 250 livres due à la mense abbatiale de Saint-Germain-des-Prez par transaction du 24 août 1695 ;

4° Les pensions viagères dont la troupe sera chargée ;

5° Les intérêts des fonds ou portions des fonds ainsi qu'il est porté par les articles III et IX ci-dessus ;

6° Les sommes payées pour fonds ou portions de fonds dans le cas prévu par l'article III ci-dessus ;

7° Les appointements du caissier, des receveurs particuliers et des gagistes et autres employés au service de la troupe, et finalement seront payés et acquittés tous les frais ordinaires et extraordinaires à la charge commune de la troupe. Et quant au surplus des représentations journalières, il sera divisé et partagé en 23 portions égales et distribué auxdits acteurs et actrices à proportion des parts ou portions de parts appartenant à chacun d'eux dans le fonds dudit établissement. Entendant Sa Majesté que les deniers provenant des paiements qui seront faits par les nouveaux acteurs ou actrices pour leurs fonds ou portions de fonds ne puissent être employés qu'au paiement des créanciers.

ART. XXVI. — A l'égard de la pension de 12.000 livres par chaque année, accordée à ladite troupe par brevet du 24 août 1682, elle sera pareillement partagée en 23 portions égales, conformément à l'article précédent, et chacune desdites portions sera et demeurera comme par le passé non saisissable par aucuns créanciers particuliers desdits acteurs ou actrices.

ART. XXVII. — La part de chacun desdits acteurs et actrices dans le produit des représentations journalières sera divisé

en trois portions égales ; savoir : deux tiers libres et non saisissables par les créanciers pour être appliqués l'un aux aliments et l'autre à l'habillement et entretien de chacun d'eux ; et quant à l'autre et dernier tiers il sera affecté aux créanciers des acteurs et actrices sur lesquels il surviendra des saisies ; en sorte qu'après le remboursement et entier payement du fonds de la part ou portion de part de chaque acteur ou actrice. les dites saisies vaudront et auront leur effet sans qu'il soit besoin de les renouveler, sur le tiers de la portion entière à lui appartenante dans le produit des dites représentations ordinaires.

Les articles suivants XXVIII à XL complètent ce qui précède sans y rien ajouter de fondamenta^l, annoncent qu'il sera incessamment pourvu au surplus de l'administration, police et discipline intérieure de ladite troupe par un règlement qui sera fait par les premiers gentilshommes de la Chambre (art. XXXVIII) et ordonnent (art. XXXIX) « qu'aussitôt après qu'il aura été fait lecture dudit arrêt dans une assemblée générale desdits acteurs et actrices, ils seront tenus de passer en conformité un acte de société entre eux par devant le notaire de la troupe, lequel acte, représenté à sa Majesté, sera par elle approuvé et confirmé s'il y échet ».

L'acte de société est du 9 juin 1758.

Le règlement pour les comédiens françois ordinaires du roy, du 23 décembre 1757.

Les deux seuls articles à en extraire sont :

ART. IV. — Il sera tenu tous les lundis à 11 heures du matin, dans la salle de l'hôtel, une assemblée à laquelle tous les comédiens et comédiennes seront présents.

ART. XXXIV. — Les feux de chaque acteur et actrice ci-devant fixés à 20 sols, seront portés dorénavant à 40 sols pour chaque jour de représentation (1).

Il est suivi du tableau général de la dépense annuelle et journalière de la Comédie-Française arrêté à l'assemblée le 6 avril 1757, dont voici la récapitulation.

Récapitulation

Pensions d'acteurs.....	25.000
Pensions de gagistes.....	3.650
Gagistes	6.650
Orchestre.....	5.050
Service du théâtre.....	4.450
Suite de gagistes.....	6.336
Fournitures en forfaits.....	38.690
Taxes.....	3.142,10
Frais journaliers.....	12.600
Suites de dépenses réglées...	75.311
Quart des pauvres.....	85.000
	265.879,10

1. Feux des acteurs et actrices depuis le 27 avril jusqu'au 31 janvier 1760.

MM. Armand.....	196	D ^{les} Dangeville	83
Grandval.....	67	Gaussier	82
Dangeville....	134	Grandval.....	90
Dubois.....	147	Dumesnil.....	100
Bonneval.....	207	Drouin.....	161
Paulin.....	114	Clairon.....	44

Reste aux comédiens : 74.120 livres 10 (1).

Mais après 1757 si la dette des comédiens est moins élevée, leur situation n'est guère plus brillante (2). Leur part peut augmenter, plus que proportionnellement leurs dépenses s'élèvent. Aussi ils peuvent justement écrire en 1771 : « La part actuelle s'élève à 6.268 livres, et sur cette somme, il faut que le comédien prélève annuellement 3.000 livres pour son entretien théâtral, indépendamment d'une première mise de fonds de 30.000 livres, pour monter sa garde-robe ». Et, en 1779 : « La part des Français montait à 4.000 livres en 1714, à 1.700 en 1717, en 1718 à 1.400. Pendant les 20 années suivantes, ils ne se sont soutenus qu'en faisant des emprunts. Leur misère était si grande, en 1742, que le roi fut obligé de leur donner 72.000 livres, et, en 1757, 276.000 livres. Le prix des places est resté le même depuis 1699,

Le Kain.....	157	Hus.....	171
Bellecour.....	212	Préville.....	208
Préville.....	165	Le Kain.....	138
Brisard.....	126	Comanche.....	78
Blinville.....	186	Dubois.....	45
Dusoucy.....	58	Bernault.....	49

Pour un total de 241 représentations.

1. N. Ms. f. fr. 12.534. Fol. 147.

2. « J'ai fouillé partout et dans tout, je n'ai trouvé que misère ; les femmes de spectacle crient miséricorde et sont obligées tous les jours de mettre en gage. Elles demandent la paix de toutes leurs forces. » *Journal des inspecteurs de M. de Sartines*, 1761.

tandis que les frais ont triplé. Les comédiens ont dû s'endetter et payer, pendant quatre-vingts ans des arrérages de rentes, dont le total s'élève à plusieurs millions...

» Pendant les sept ou huit premières années de sa carrière, un comédien n'a réellement pas de quoi vivre ; il est obligé d'emprunter pour rembourser son fonds social et pour payer sa garde-robe. Les frais de costume sont dix ou douze fois plus grands qu'il y a trente ou quarante ans. Jadis on jouait le comique avec deux habits, le tragique avec un seul, qui coûtait 7 à 800 livres et durait dix ans ; aujourd'hui l'on a besoin, dans le comique, d'habits de tout genre, de toute saison, ornés de dentelles, de broderies très riches ; dans le tragique, il faut dix ou douze habits, dont l'achat revient à 40.000 livres et coûte annuellement d'entretien 3 à 4.000 livres. Et, de ces dépenses, que retire le comédien lors de sa retraite ? Presque rien. La garde-robe de Le Kain, qui avait coûté 45.000 livres, a été vendue 3998 livres 15 sols ; celle de Bellecour, qui revenait à plus de 30.000 livres, n'en a pas rendu 4.000 ; et il faut noter que ces comédiens ne jouaient qu'un seul genre. »

Devant cet état de choses le gouvernement voulut améliorer le sort des acteurs sinon durant leur vie

théâtrale, postérieurement du moins en instituant également des pensions royales à tous les comédiens. Cela ressort nettement de la lecture de l'extrait des registres du Conseil d'État du roi du 2 mars 1782 :

« Les comédiens ne pouvaient s'empêcher de reconnaître que ces pensions ne pouvaient plus remplir les vues de justice et d'humanité qui déterminèrent, en 1681, à les établir ; qu'à cette époque une pension de 1.000 livres pouvait suffire aux aliments d'un comédien retiré, mais de l'augmentation excessive survenue depuis ce temps dans les denrées dans les logements et dans toutes les choses nécessaires à la vie rendait ce secours absolument insuffisant.

» Après les vingt années de l'engagement ordinaire, la pension de retraite sera de 1.500 livres, après trente ans ; pour ceux qui auront été invités à continuer leur service, ladite pension sera augmentée de 750 livres. Les acteurs et actrices qui n'auront fait qu'une partie des dix années de service jouiront du prorata de ladite augmentation à raison de chaque année de service qu'ils auront fait ; de manière que l'acteur qui se retirera après la vingt et unième année jouira de 75 livres d'augmentation de pension pour la vingt et unième année, celui qui se retirera après la vingt-deuxième, de 150 livres et ainsi des autres années. »

Cinq ans plus tard le régime établi en 1782 fut encore amélioré :

Extrait des registres du Conseil d'État du Roi
8 septembre 1787

Les pensions de retraite établies sur les fonds de la Comédie-Française en faveur des acteurs et actrices retirés après les vingt années de l'engagement ordinaire, seront portés à la somme de 2.000 livres au lieu de 1.500 livres auxquelles elles avaient été fixées par ledit arrêt du 2 mars 1782, veut Sa Majesté que lesdites pensions de 2.000 livres soient susceptibles des accroissements prévus et ordonnés par ledit arrêt du 2 mars 1782 en faveur de ceux qui auront continué leurs services au delà desdites années.

Disons encore que les libéralités périodiques dont nous avons parlé continuèrent jusqu'en 1791. Enfin nombre de faveurs particulières qui ne sont pas venues à notre connaissance n'en existèrent certainement pas moins, il faut leur ajouter le don de la salle de Condé en 1782, plus 100.000 livres, qu'à cette époque Louis XVI promet pour indemniser la Comédie de sa translation des Tuileries à son nouveau local ; les dons fréquents de costumes, décors, pensions particulières faites à certains comédiens (1).

1. Archives Nationales. — Registres du secrétariat de la Maison du Roi. — Brevet de 600 livres de pension délivré à Beauval en 1704. — 1736. Louis XV accorde des pensions annuelles de 1.000 livres à Quinault-Dufresne, à sa sœur et à Duchemin. En 1743, une semblable à Grandval. Le 30 juin 1748, une de 500 livres à

Les registres de la Comédie-Française ont, paraît-il, irrégulièrement relaté la part des acteurs. Nous avons toutefois pu obtenir les chiffres suivants (1) :

Année 1695-1696.....	Part 4.920 liv. 12 s.
1705-1706.....	— 3.667 liv. 9

en tenant compte de 517 liv. 9 sols de revenant bon et de gratification.

1715-1719	Part 3.741
1725-1726.....	— 1.895

Il y a 9 acteurs et 7 actrices à 1 part.

Un acteur à 3/4

Six acteurs et actrices à 1/2

1735-1736.....	Part 1.713 liv.
1745-1746.....	— 386
1755-1756.....	— 3.900
1785-1786.....	— 18.392 liv. 7 s.

plus pour des intéressés, 1.859 livres provenant de sommes dues sur les années 1781-1782 à 1784-1785.

Le chiffre si élevé, par rapport aux précédents, de la part de l'année 1785-1786, est la conséquence de la création des petites loges lors de la translation du théâtre aux Tuileries en 1770. Cette série de places rapportait annuellement, rue des Fossés,

M^{re} Gaussin et à M^{re} Dangeville. En 1755, La Thorillière et Armand reçoivent le brevet d'un terrain sis à Fontainebleau, rue de Nemours, pour y construire, à leurs dépens, une salle de spectacle. En 1781, concession à M^{re} Vestris de la jouissance d'un des cafés de la comédie, qui se trouve alors aux Tuileries, etc.

1. Communiqués par M. Couet, archiviste-bibliothécaire de la Comédie-Française.

60.000 livres ; aux Tuileries et à l'Hôtel de Condé elle donna un revenu de 200.000 livres. Dans les dernières années de la monarchie, la part s'élevait régulièrement à 30.000 livres (1).

Nous avons suivi pas à pas les comédiens français à travers leurs difficultés budgétaires. Nous avons vu que le pouvoir royal intervint constamment dans leur administration et leur apporta des secours pécuniaires toutes les fois que la situation de la troupe devenait désespérée.

Nous allons voir, et ceci fera l'objet du chapitre suivant, que l'autorité souveraine présida encore plus étroitement à l'organisation de l'Académie royale de musique.

1. Dès que leur situation avait été florissante, les comédiens s'étaient naturellement trouvés en butte à l'envie, ainsi qu'il ressort d'un écrit anonyme, qui est aux Archives Nationales O¹ Sn², conçu en ces termes : « M. de la Ferté, intendant des menus plaisirs et affaires de la Chambre du Roy vient, conformément à l'ordre prescrit par la déclaration du 7 janvier 1779, de m'adresser deux états des pensions, gratifications et autres grâces annuelles qui se payent sur les états des menus et qui doivent en être retranchés à compter du 1^{er} janvier dernier... Le premier (des pensions) contient un article de 15.800 livres pour pensions accordées aux comédiens français, je ne puis me dispenser d'observer que ces grâces sont de beaucoup trop fortes pour une troupe de comédiens dont chaque sujet retire annuellement de son état de 15 à 20.000 livres des rentes, ces grâces sont d'autant plus déplacées, que plusieurs pensionnaires ont encore des pensions assez fortes sur la Maison du Roy, et ils ne les auraient certainement pas obtenues, si on avait connu celles des menus.

23 octobre 1779.

CHAPITRE II

L'ACADÉMIE ROYALE DE MUSIQUE

Le régime des acteurs de l'académie royale de musique n'était pas identique à celui des comédiens et cette différence s'explique facilement si l'on compare les origines de ces deux institutions. Alors que la Comédie-Française était issue d'une réglementation par laquelle Louis XIV donnait une forme nouvelle à des institutions déjà anciennes, l'Opéra, au contraire, avait été, on peut dire, créé par le monarque, à l'imitation des représentations italiennes. Le texte des lettres patentes du Roy « pour establir par tout le royaume des académies d'Opéra, ou représentations en musique en langue française, sur le pied de celles d'Italie » justifie cette façon de voir :

8 juin 1669,

Louis, par la grâce de Dieu Roy de France et de Navarre :
A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut. Nostre

amé et féal Pierre Perrin, conseiller en nos conseils et introducteur des ambassadeurs près la personne de feu notre très cher et bien-amé oncle le Duc d'Orléans, nous a très humblement fait remontrer que depuis quelques années, les Italiens ont estably diverses Académies, dans lesquelles il se fait des représentations en musique, qu'on nomme Opéra ; que ces académies estant composées des plus excellens musiciens du Pape et autres princes, mesme de personnes d'honnestes familles, nobles et gentilshommes de naissance, très sçavans et expérimentez en l'art de la musique, qui y vont chanter, font à présent les plus beaux spectacles et les plus agréables divertissemens, non seulement des villes de Rome, Venise et autres cours d'Italie, mais encore ceux des villes et cours d'Allemagne et Angleterre, ou les dites Académies ont esté pareillement établies à l'imitation des Italiens ; que ceux qui ont fait les frais nécessaires pour les dites représentations se remboursent de leurs avances sur ce qui se prend au public, à la porte des lieux où elles se font. Enfin que s'il nous plaisait luy accorder la permission d'establiir dans notre Royaume de pareilles académies, pour y faire chanter en musique de pareils opéra ou représentations en musique, en langue française ; il espère que non seulement ces choses contribueraient à notre divertissement et à celui du public, mais encore que nos sujets, s'accoustumans au goust de la musique, se porteraient insensiblement à se perfectionner en cet art, l'un des plus nobles des libéraux : A ces causes, désirant contribuer à l'avancement des arts dans nostre Royaume, et traiter favorablement ledit exposant, tant en considération des services qu'il a rendus à feu notre très cher et bien-amé oncle le duc d'Orléans, que de ceux qu'il nous rend depuis plusieurs années en la composition des paroles de musique qui se chantent tant en nostre chapelle qu'en nostré chambre.

Nous avons audit Perrin accordé et octroyé, accordons et octroyons, par ces présentes signées de nostre main, la

permission d'establiŕ en notre bonne ville de Paris et autres de nostre Royaume, des académies composées de tel nombre et qualité de Personnes qu'il advisera, pour y représenter et chanter en public des opéra et représentations en musique en vers françois pareilles et semblables à celles d'Italie. Et pour dédommager l'exposant des grands frais qu'il conviendra faire pour lesdites représentations, tant pour les théâtres, machines, décorations, habits, qu'autres choses nécessaires. Nous lui permettons de prendre du public telles sommes qu'il advisera, et à cette fin d'établir des gardes et autres gens nécessaires à la porte des lieux où se feront les dites représentations ; Faisons très-expresses inhibitions et deffences à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, mesme aux officiers de nostre maison, d'y entrer sans payer, et de faire chanter de pareilles opera ou pareilles représentations en Musique en vers françois, dans toute l'étendue du Royaume pendant douze années, sans le consentement et permission dudit exposant à peine de dix mille livres d'amende, confiscation des théâtres, machines et habits, applicable un tiers à Nous, un tiers à l'Hôpital Général, et l'autre tiers audit exposant, et attendu que les dites opéra et représentations sont des ouvrages de Musique tous différents des comédies récités, et que Nous les mettons par cesdites présentes sur le pied de celles des académies d'Italie, où les gentils-hommes chantent sans déroger. Voulons et Nous plaist, que tous gentils-hommes, damoiselles et autres personnes puissent chanter aux dites Opera, sans que pour ce ils dérogent au titre de Noblesse ny à leurs privilèges, charges, Droits et immunitéz : Revocquons par ces présentes toutes Permissions et Privilèges que nous pourrions avoir cy-devant donnez et accordez, tant pour raison desdites opera, que pour réciter des comédies en Musique, sous quelques noms et qualitéz, conditions et prétexte que ce puisse être. Si donnons en mandement à nos amis et féaux Conseillers, les gens tenans nostre Cour

de Parlement à Paris, et autres nos Justiciers et Officiers qu'il appartiendra, que ces présentes ils aient à faire lire, publier et enregistrer et du contenu en icelles faire jouyr et user ledit exposant pleinement et paisiblement, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchemens au contraire : car tel est nostre Plaisir.

Donné à Saint-Germain en Laye le vingt-huitième jour de juin mil six cens soixante-neuf. Et de nostre règne le vingt-septième. Signé Louis : et sur le Reply. Par le Roy, Colbert. Et scellé du grand sceau de cire jaune (1).

Il faut bien voir que non seulement l'Opéra était au roi, mais plutôt, si j'ose dire, maison du roi (2). Rien d'étonnant qu'en 1713 l'académie ayant fait de fâcheuses affaires, le pouvoir intervienne directement comme nous le verrons. Sans vouloir entrer dans les détails de l'histoire administrative, il nous faut signaler cependant que dès 1672 le privilège

1. La stipulation de non dérogation est une des différences dont nous avons parlé.

2. Dans les souvenirs de M^{lle} Duthé, édités par Paul Ginisty, se trouve une confirmation de ce fait : « Son crédit était en harmonie avec sa fortune. Brigitte se hâta de le mettre à profit pour obtenir mon inscription sur le catalogue des demoiselles de l'Opéra. C'était à cette bonne époque un brevet d'émancipation accordé à toute fille innocente voulant vivre dans l'indépendance et sans être à charge à ses parents. Dès qu'elle était ce que nous appelons « encataloguée » aussitôt cessait sur elle l'exercice de la puissance paternelle, suppléée, à ce que l'on disait, par la tutelle de l'autorité royale. C'était un moyen excellent pour demeurer en paix de toute tracasserie de famille » (p. 171). Et, en note : « Cette tradition fut rompue en 1775, une décision parut alors que l'Opéra ne recevrait plus ni filles ni femmes que du consentement de leurs supérieurs naturels. »

accordé en 1669 à Perrin avait été révoqué et que Lully, surintendant de la musique du roy, en avait obtenu un « autre pareil pour en jouir sa vie durant, et après lui, celui de ses enfants qui serait pourvu et reçu en survivance de la dite charge de surintendant de la chambre de Sa Majesté » (1).

A la mort de Lully, en 1687, ses privilèges passent à Francine, son gendre (2). Dès lors la prospérité qu'avait connue l'Opéra, sous Lully, décline et fait place bientôt aux embarras financiers, et malgré les tentatives trois fois répétées de Francine (3) en 1713 l'Opéra est en faillite.

1. Travenol et Durey de Noinville. *Histoire de l'Opéra*, t. I, p. 82.

2. F. F. Poncelet. *Rapport sur les privilèges de l'Opéra* (1827).

3. « M. Francine a cédé le reste de son privilège de l'Opéra à M. Tossin, banquier, et à M. Lapôtre à condition de fournir comptant 40.000 livres pour payer les deptes pressées aux acteurs, décorateurs, etc., et qu'ils auront 15.000 livres sur les revenants bons des recettes journalières de l'Opéra et que le surplus de la recette appartiendra :

Sçavoir : 20.000 francs à M. de Montarsis et ce qu'il y aura de reste évalué à peu près à 20.000 francs sera pour M. Francine.

Il est dû à M. de Montarsis par M. Francine plus de 90.000 livres. Pour sûreté des 40.000 francs avancez par les banquiers on leur a affecté les décorations et équipages de l'Opéra. Cela a esté vendu en juin 1694 à Paris. L'année dernière 1693, a valu 60.000 livres sans frais payez. Les frais vont à 45.000 francs par an » (J N. du tralage. *Notes et documents sur l'histoire des théâtres de Paris au XVIII^e siècle*, p. 91).

En 1699, Pécourt et Belleville, seconds cessionnaires.

En 1704, Guyenet, troisième cessionnaire. — En 1713, Besnier,

Nous n'avons retrouvé sur la première période de l'académie royale de musique, 1669 à 1713, que quelques chiffres sans base réglementaire et sans lien entre eux (1).

Le règlement de 1713 a une tout autre valeur. Il comprend :

- 1° La formule du personnel et des appointements ;
- 2° L'application de cette formule pendant l'année 1713 ;
- 3° Le règlement proprement dit.

1° FORMULE DU PERSONNEL ET DES APPOINTEMENTS

Janvier 1713.

État du nombre des personnes tant hommes que filles dont le roy veut et entend que l'académie royale de musique soit toujours composée sans qu'il puisse être augmenté ni diminué.

Premièrement. — Hommes :

Acteurs pour les rolles :

Basses-tailles :

1 ^{er} acteur	1.500 livres
2 ^e acteur	1.200
3 ^e acteur	1.000

Chanot-Duchesne, Laval et Saint-Pont, syndics de la faillite Guyenet, quatrième cessionnaire.

(Pélissier, *Histoire administrative de l'Opéra*).

1. « Buzeau Haute-contre année 1704 aux appointements de 700 livres et 250 livres de gratification tous les ans.

Antier, l'ainée, Demoiselle des rolles année 1711, appointe-

Hautes-contre :

1 ^{er} acteur.....	1.500
2 ^e acteur.....	1.200
3 ^e acteur.....	1.000

Tailles :

1 ^{er} acteur.....	600
2 ^e acteur.....	600

Danses :

Compositeur de ballets.....	1.500
Maître de salle de danse.....	500
2 danseuses à 1.000 chacune cy...	2.000
4 à 800 chacune.....	2.400
4 danseuses à 600.....	2.400 livres
2 à 400.....	800
Orchestre, etc. : 24.350	

Chœurs, 22 hommes

20 à 400.....	8.000
et 2 pages à 200.....	400

Filles :

Actrices pour les rôles :

1 ^{re} actrice.....	1.500
2 ^e actrice.....	1.200
3 ^e actrice.....	1.000
4 ^e actrice.....	900
5 ^e actrice.....	800
6 ^e actrice.....	700

ments 3.000 livres et 1.000 livres de gratification annuelle sans les extraordinaires 200 livres de pain, vin et entretien de chaussures. Mise à la pension à Pâques 1741 de 1.500 livres. Décédée au magasin de l'Opéra rue Saint-Nicaise (où elle était logée gratis) au mois de décembre 1747.»Manuscrit Amelot (Opéra, archives)

Chœurs :

12 filles à 400..... 4.800

Danse :

2 à 900..... 1.800

4 à 500..... 2.000

4 à 400..... 1.600

Somme totale : soixante et huit mil cinquante livres.

Fait et arrêté à Versailles le 11 janvier 1713.

Signé : Louis et plus bas Phelippeaux.

2^o APPLICATION DE CETTE FORMULE PENDANT L'ANNÉE 1713

Appointements

9 janvier 1713.

État des appointements qui seront payés annuellement et distribués à la fin de chaque mois à ceux et celles dont l'académie royale de musique est composée tant pour la musique que pour la danse suivant le règlement.

HOMMES.

Chant.

Basses tailles :	Par mois	Par an
A Gabriel Thévenard.	125	1.500
A Charles Hardouin..	100	1.200
A Jean Dun.....	83.6.8	1.000

Hautes-contres :

A Jacques Cochereau.	125	1.500
A Jean-Baptiste Cujeau	100	1.200
A Pierre Choplet.....	83.6.8	1.000

Tailles :

A Louis Monfienne.....	50	600
A Guillaume Le Mire...	50	600

Chœurs.

Pages :

A Germaine Hombault.	16.13.4	200 livres
A Firmin Jullier.....	16.13.4	200

Danse :

A Louis-Guillaume]Pé- cour, compositeur de ballets	125	1.500
A Philippe Feauveau, maitre de salle de danse.....	41.13.4	500

Danseurs :

A Michel Blondy,.....	83.6.8	1.000
A François Desmoulins	id.	1.000
A David Desmoulins..	66.13.4	800
A Antoine Germain..	id.	800
A François-Robert Mar- cel.....	id.	800
A Pierre Desmoulins..	id.	800
A Henry Desmoulins..	50	600
A Antoine Dangeville.	id.	600
A Michel Gaudreau...	id.	600
A Claude Gavilliers...	id.	600
A Henry-François Pier- ret.....	33.6.8	400
A Jean-Baptiste Guyot	id.	400

Orchestre

Filles pour les rolles :

A Françoise Journet...	125	1.500
------------------------	-----	-------

A Louise-Élisab. Heusé.	100	1.200
A Jeanne-Angélique Pes-		
tel.....	83.6.8	1.000
A Marie-Catherine Pous-		
sin.....	75	700
A Françoise Dujardin..	66.13.4	800
A Marie Antier.....	58.6.8	700

Danseuses (1) :

A Françoise Prévost...	75	900
A Marie-Catherine Guyot	75	900
A Madeleine Menef.....	41.13.4	500
A Anna Lemaire.....	id.	500
A Marie-Louise Hecq...	id.	500
A Anne-Julienne Harang	id.	500
A Renée-Julie Fleury...	33.6.8	400
A Françoise Mangot...	id.	400
A Anne Le Roy.....	id.	400
A Nadal.....	id.	400

Somme totale de 68.050 livres.

Fait et arrêté à Versailles le 9^e janvier 1713.

Signé: PONTCHARTRAIN.

1. Les danseuses étaient apparues pour la première fois en 1681, dans *le Triomphe de l'amour*, grâce à un certain Beauchamps, maître de ballet, qui « favorisa l'admission des femmes dans les divertissements où leurs rôles avaient été tenus jusque-là par des hommes travestis et masqués. C'en est assez pour décréter sa gloire, que de savoir que, dix ans après sa création, l'Opéra comptait au nombre de ses pensionnaires quatre danseuses qui n'avaient peut-être pu réussir à vaincre la tradition que parce que d'aimables dilettantes, la duchesse de Bourbon, M^{lles} de Blois, d'Armagnac, de Brienne, d'Uzès et d'Estrées, leur avaient fourni d'illustres précédents. *Le Triomphe de l'amour*, joué d'abord à Saint-Germain par Louis XIV, qui ne craignait point de se montrer aux Parisiens sous les traits d'un danseur, puis à Paris, dans la même année 1681, opéra cette révolution » (Robert Brussel, *Figaro illustré*, mai 1911. — *Le Ballet*, p. 10).

GRATIFICATIONS

État des gratifications qui seront payées annuellement et distribuées à la fin de chaque mois suivant le règlement du 8 janvier 1713 aux acteurs et actrices de musique et de danse et autres personnes de l'académie royale de musique cy après nommez.

HOMMES.

Chant.

Basses tailles :	Par mois	Par an
A Gabriel Thévenard..	125	1.500 livres
A Charles Hardouin...	66.13.4	800
A Jean Dun.....	83.6.8	1.000

Hautes-contres :

A Jacques Cochereau..	41.13.4	500
-----------------------	---------	-----

Tailles :

A Louis Monfienne....	16.13.4	200
A Guillaume Lemire...	id.	200

Chœurs :

Danse :

A Louis Guillaume Pé- court compositeur de ballets.....	41.13.4	500
A Michel Blondy.....	id.	500
A François Desmoulins..	id.	500
A David Desmoulins....	33.6.8.	400
A Pierre Desmonlins....	id.	400
A Henry Desmoulins...	8.6.8	100

Orchestre :

Actrices pour les rolles :

A Françoise Journet....	125	1.500
A Louise Elisabeth Heu- sé.....	2	300
A Jeanne Angélique Pes- tel.....	66.13.4	800
A Marie Catherine Pous- sin.....	50	600
A Marie Antier.....	25	300

Danse :

A Françoise Prévost....	50	600
A Marie Catherine Guyot.	id.	600
A Madeleine Menef.....	16.13.4	200
Somme totale.....	14.570	
Fait à Versailles le 9 janvier 1713.		

Signé : PONTCHARTRAIN.

3^o RÉGLEMENT PROPREMENT DIT

11 Janvier 1713 *Règlement de par le Roy*

Sa Majesté étant informée que depuis le décès du sieur de Lully on s'est relaché insensiblement de la règle et du bon ordre dans l'intérieur de l'académie royale de musique quelques soins que les donataires ayent pris pour l'empêcher et que par la confusion qui s'y est introduite l'académie fut trouvée surchargée de dettes considérables et le public exposé à la privation d'un spectacle qui depuis longtemps luy est toujours également agréable, et sa Majesté voulant pour la suite prévenir de pareils inconvéniens, elle a résolu le pré-

sent règlement qu'elle veut être suivi et exécuté selon sa forme et teneur.

Premier

Le sieur de Francine l'un des donataires du privilège de la D^e académie et directeur aura soin de choisir les meilleurs sujets qu'il pourra trouver tant pour la voix que pour la danse et pour les instruments, aucun des sujets ne sera reçu sans l'approbation du sieur Destouches inspecteur général.

2

Pour parvenir à élever des sujets propres à remplir ceux qui manqueront, sera établie une école de musique, une de danse et une d'instruments et ceux qui y auront été admis y seront enseignez gratuitement.

De 3 à 9, suite d'articles sur la discipline et les règlements intérieurs réglant les amendes, acceptations des rôles, demandes de congés, etc...

9

Les appointements des acteurs et actrices de musique et de danse, hommes et filles des chœurs et des symphonistes de l'orchestre seront et demeureront fixés suivant l'état arrêté dans le présent règlement et ne pourra ledit état être augmenté n'y diminué.

10

(Quand un se retirera un autre lui sera substitué sur l'état)

11

Tous les acteurs et actrices de musique et de danse hommes et filles des chœurs et symphonistes de l'orchestre seront

payés régulièrement au dernier jour de chaque mois du total de leurs appointements pendant ledit mois suivant ledit état, et les gens de service pour les machines et décorations du total de ce qui leur sera deu à la fin de chaque semaine, sans que lesdits paiements puissent être différés sous quelque prétexte que ce soit si ce n'est qu'aucun des employés audit état fut tombé dans le cas des amendes ordonnées par le présent règlement, le montant desquelles sera déduit sur lesdits appointements, et l'inspecteur général tiendra particulièrement la main à l'exécution du présent article dont il rendra compte à la fin de chaque mois par un état des paiements signé desdits directeurs et syndics, et visé de luy et par un autre état du fonds restant en caisse pareillement signé et visé.

12

Sera fait un fonds de 15.000 livres pour être distribuez par forme de gratification aux acteurs et aux actrices de musique et de danse, aux hommes et filles des chœurs et aux symphonistes de l'orchestre qui les mériteront le mieux par leur capacité et par leur service, l'état des gratifications sera dressé et arrêté en la même forme que celui des appointemens et ne pourra y être fait aucun changement augmentation ni diminution sans qu'au préalable l'inspecteur général en ait rendu compte.

13

Sera fait aussi un fond de 10.000 livres y compris celui dont l'académie se trouve déjà chargée par les lettres patentes du 8 janvier 1713 pour les pensions de acteurs et actrices et autres gens de musique et de danse, et simphonistes de l'orchestre qui après avoir servy pendant quinze ans seront par leurs infirmités hors d'état de continuer leur service et lesdites pensions seront réglées sçavoir : ceux qui ont

1.500 livres d'appointemens à 100, et à ceux ou celles dont les appointemens sont à 1.200 ou au dessous à la moitié de leurs appointemens sans que le fonds de 10.000 livres puisse être augmenté en sorte que se trouvant remply et arrivant que quelques-uns des acteurs ou actrices et autres gens de musique ou de danse tombent en se retirant dans le cas de la pension, il ne pourra l'obtenir que quand il vaquera aucune desdites pensions lesquelles ne pourront être données sans qu'au préalable l'inspecteur général en ait rendu compte. Et lorsque le fonds de 10.000 livres qui y doit être employé ne se trouvera point remply soit par la mort des pensionnaires soit par défaut de ceux qui y ont droit d'y prétendre, l'excédant sera en revenant bon à la caisse générale.

14

L'inspecteur général aura entrée aux comptes qui se tiennent à la fin de chaque représentation, mettra son veu sur les registres, etc...

15

En cas qu'il arrive cessation de spectacle par ordre supérieur les acteurs et actrices et autres gens de service de l'académie ne seront payés que de la moitié de leurs appointemens et gratifications pendant tout le temps que durera la cessation.

16

(Auteurs)

17

(Auteurs)

18

(Pièces nouvelles).

19

(Police de la scène).

Comment ce règlement fut-il appliqué ? Nous l'ignorons à peu près. Taut au plus pouvons-nous affirmer que les directeurs tentèrent de le faire respecter, il est évident que les intéressés ne cessèrent de s'en plaindre. Et, à ce propos, nous pouvons emprunter aux « registres de la maison du roy » et au « manuscrit Amelot » quelques renseignements caractéristiques :

A M. de Francine, 27 septembre 1727.

Le Roy étant informé, Monsieur, que quelques uns des acteurs et actrices de l'académie royale de musique prétendent, sous prétexte d'ancienneté, choisir les rolles et de refusent ceux qui leur sont destinés, Sa Majesté m'a ordonné de prescrire que son intention est que le règlement du 11 janvier 1713 soit exactement suivy et que les rolles et entrées soient distribués aux acteurs et actrices suivant qu'ils seront jugés propres à les exécuter et le gout que le public aura témoigné. Et en cas que quelques uns des acteurs et actrices aimassent mieux se retirer de ladite académie que de se soumettre à ce qui leur est prescrit, ce qu'ils ne pourront faire qu'après avoir averti six mois avant la fin de l'année commencée, veut qu'ils soient privés de leurs pensions sous quelque prétexte qu'elles leurs ayent été accordées, lesquelles seront seulement conservées à ceux qui seront obligés de se retirer par rapport à leurs infirmités ou à la perte de leur voix (1).

1. *Registres de la maison du Roy, pièces relatives à l'Opéra.*
t. I (1704-1762), p. 34.

A Comp^e, le 7 may 1732.

A M. le Comte, directeur de l'Opéra.

L'estat des appointements des acteurs et actrices de l'Académie royale de musique étant, Monsieur, déjà beaucoup trop fort, l'intention du Roy est que vous n'y fassiez aucune augmentation sous quelque prétexte que ce soit et que les acteurs et actrices se conforment à ce qui est prescrit à leur sujet par les règlements de 1713 et de 1714. Lorsque quelqu'un d'eux s'en écartera, vous en rendrez compte à M. de Barangue qui m'en informera, pour que j'en puisse rendre compte à Sa Majesté (1).

Le sieur de Thuret (2) présenta une requête au Roy, contenant que malgré toute l'attention et l'économie qu'il apporte dans l'exploitation du privilège, il craint avec raison de se trouver dans l'impossibilité de le soutenir attendu les demandes exorbitantes que forment chaque jour la plus grande partie des acteurs qui forment l'académie royale de musique, lesquels menacent de se retirer, si on ne leur accorde point les augmentations d'appointements qu'ils exigent (3).

Le roy prit un moyen détourné pour marquer son mécontentement. Et cela paraîtrait invraisemblable en toute autre occurrence, mais il faut constater que dès cette époque les acteurs d'Opéra étaient très indépendants et, poussés par la vogue, quasi-indomptables.

« Sur cette requeste Sa Majesté rendit le onze sep-

1. *Id.* p. 58.

2. Directeur de l'Académie royale de 1733 à 1744.

3. Manuscrit Amelot, n° 298.

tembre mil sept cent trente-neuf une ordonnance portant, qu'étant informée que quelques acteurs et actrices s'étaient absentés sans la permission ny congé du sieur de Thuret pour aller chanter dans les académies et concerts publics établis dans les différentes villes du Royaume Sa Majesté fait très expresses inhibitions et deffenses aux directeurs desdites académies et concerts publics établis dans les différentes villes du royaume de les y recevoir, sans s'être fait présenter lesdites permissions ou congés en bonne forme à peine de suppression desdites académies et concerts dans lesquels on aurait reçu quelques acteurs ou actrices de l'Opéra, sans représenter lesdites permissions, ordonne aux intendants et commissaires départis dans les provinces et généralités de tenir la main à l'exécution de la présente ordonnance (1). »

Il faut croire que malgré tout les acteurs obtinrent bientôt gain de cause, car dès 1746, Berger (2) demandant un secours immédiat pour éviter la chute de l'Opéra dit :

« Dans l'institution de l'Opéra l'état des acteurs employés ne montait qu'à 50.000 livres étant fixé par un règlement du Roy, aujourd'huy il est de

1. Manuscrit Amelot, n° 299.

2. Berger était devenu entrepreneur de l'Opéra en 1744. Il avait pour associé André Venture (le chevalier du Mailly).

140.000 livres ce qui fait une augmentation de moitié. Sans y comprendre les appointements des commis qui montent environ à 1.000 livres. Du temps de M. de Lulli il ne se trouvait chargé d'aucunes pensions, l'établissement étant nouveau ; actuellement cette charge est d'environ 50.000 livres par an. »

Nous trouvons d'ailleurs, toujours dans le manuscrit Amelot, quelques chiffres précis à propos de certains acteurs. Par exemple :

Chassé, basse taille des rolles. Entré à l'Opéra en 1720 aux appointements de 600 livres, augmenté à Pâques 1729 de 1.400 livres et à Pâques 1733 de 1.000 livres.

Gratification à Pâques 1729, 500 livres et 150 livres de pain et vin et à Pâques 1733, 500 livres de gratification et 50 livres de pain et vin et encore à Pâques 1743, 100 livres de pain et vin.

Mis à la pension ».

« Camargo, danseuse entrée à l'opéra en 1726, elle avait en 1735 2.200 livres d'appointements, elle a eu d'abord de faibles appointements mais ses talents n'ayant pas tardé à se faire connaître ils furent récompensés. Elle quitta l'Opéra pour des raisons particulières. Les mêmes raisons cessèrent en 1741. Elle rentra à l'Opéra aux appointements de 2.000 l. et 1.000 livres de gratification annuelle.

Mise à la pension du 1^{er} mars 1751 ».

A l'occasion, les chiffres prescrits par le règlement de 1713 étaient donc dépassés. Rien de plus expli-

cable, le défaut de ce règlement étant avant tout de n'avoir point prévu les talents exceptionnels auxquels doit correspondre forcément une inégalité de traitement (1).

1. Cette inégalité de traitement se manifestait parfois jusque dans la pension. Et précisément il en fut ainsi pour M^{lle} Camargo : « Ce jourd'huy sixième jour de mars mil sept cent cinquante un, nous prevost des marchands et échevins de la ville, avec le procureur du Roy et de la ville pour les affaires d'icelle (Le 25 août 1749 un arrêt du roi avait confié l'administration de l'Opéra aux officiers composant l'hôtel de ville de Paris). M, le prévôt des marchands a dit que la demoiselle Camargo première danseuse de l'académie royale de musique dont les services ont été aussi utiles qu'agréables à l'académie et au public pendant le tems de vingt-quatre années se trouvant aujourd'huy par ses infirmités hors d'état de les continuer, et luy ayant demandé par sa lettre du 24 février dernier la permission de se retirer, il croit devoir proposer au Bureau de luy accorder, avec la permission qu'elle demande, une marque de la satisfaction qu'on a toujours eue de ses services en ajoutant à la pension de mille livres qui devrait seulement luy être accordée, en se conformant aux anciens réglemens, et être employée dans l'état des pensionnaires de l'académie une gratification annuelle et viagère de 500 livres qui pourra, sous le bon plaisir du Roy, être pareillement employée dans le même état à commencer du premier du présent mois, vue quoy la matière mise en délibération, ouy, et ce consentant le procureur du Roy et de la ville : Nous avons délibéré, arrestons et délibérons que la retraite demandée par la demoiselle Camargo luy est accordée avec la pension ordinaire de mille livres pour le payement de laquelle elle sera employée à compter du 1^{er} du présent mois dans l'état des pensions viagères assignées sur les fonds et produits de l'académie royale de musique et payable par quartier de trois en trois mois sur ses simples quittances, comme aussy qu'en considération des talens distingués de ladite demoiselle Camargo, de l'assiduité et utilité des services qu'elle a rendu à l'académie royale de musique pendant ledit temps de vingt-quatre années, il luy est accordé la somme de cinq cent livres de gratification annuelle et viagère pour le payement de

Un mémoire de 1750 nous met au courant d'une organisation régulière de ces faveurs et nous montre à quel point on cherchait, inutilement d'ailleurs, à les masquer.

Il a été cy-devant accordé annuellement quelques mois après la rentrée de Pasques différentes gratifications extraordinaires à ceux des sujets de l'académie qui avaient servi avec plus d'assiduité, de zèle et de succès, pendant l'année précédente les gratifications dont le montant a été porté à 7.200 livres n'étaient point toutes ordonnées et payées de la même manière. Il était arrêté par le ministre un premier état de la somme de 6.000 livres dans lequel il n'y avait que 5.000 livres de distribuées et 1.000 de réservées : et les sujets compris dans cet état pour la somme de 5.000 livres étaient payés en quittançant l'état par émargement chacun pour leurs parties. La somme de 1.000 livres réservée par cet état était distribuée par la lettre d'envoi au ministre au profit de quelques-uns des mêmes sujets par augmentation aux sommes pour lesquelles ils étaient compris dans l'état ; et le paiement de cette augmentation était fait séparément sur leurs simples quittances.

Enfin il était encore arrêté un second état de supplément de la somme de 1.200 livres partagée entre trois articles de 400 livres chacun au profit des sieurs Geliote et Chassé et de la demoiselle Chevalier qui en étaient pareillement payés sur leurs quittances particulières.

laquelle elle sera pareillement employée à compter du même jour, dans le même état des pensionnaires de l'académie.

Fait au bureau de la ville les jours et ans que dessus signé :

De BERNAGE, RUELLE, BONTEMPS. MORIAU.

(Archives de l'Opéra. Carton A.)

Il y a lieu de croire que le principal motif de ces différentes sommes, soit dans les ordres, soit dans les paiements, a été d'éviter quelques jalousies que pouvait occasionner entre les sujets la connaissance de ce qui se faisait pour les uns et pour les autres ; mais il aurait fallu pouvoir en même temps compter qu'ils ne se le diraient point et l'expérience a toujours justifié le contraire.

Ainsi il paraîtrait plus simple et peut être plus convenable à tous égards de n'accorder : 1° ces gratifications extraordinaires qu'à ceux des sujets qui les auraient réellement méritées par l'assiduité et l'utilité de leurs services ; 2° de les proportionner à leur travail sans les rendre fixes comme il paraît qu'on l'a fait par le passé en ne considérant que leur ancienneté et leurs talents ; et 3° de le donner à chacun des sujets par de simples mandements particuliers dont ils seraient payés sur leurs quittances.

Exemple, par le Dépouillement des gratifications accordées le 9 novembre 1749 pour le service de l'année 1748 à 1749 :

Noms des sujets	Somme employée dans l'état de 5.000 livres	Destination par la lettre du Ministre	Sommes employées dans l'état de 12.000 livres	Forme des quittances
Demoiselle Chevalier...	600		400	Emargement et quittance particulière.
— Fel.....	600	400		id.
— Romainville.	400			Emargement.
Le sieur Chassé.....	600		400	Emargement et quittance particulière.
— Géliote.....	600		400	id.
— Page.....	200			Emargement.
— Delatour.....	200	100		Emargement et quittance particulière.
<i>Danse</i>				
Demoiselle Camargo....	500		500	id.
— Dalmont....	300			Emargement.
— Courcelle...	100			id.
— Lyonnais....	100			id.
Le sieur Desmoulins....	200			id.
— Lyonnais.....	100			id.
<i>Orchestre</i>				
	300			
	100			
	100			
	100			
	5.000	1.000	1.200	

Des règlements d'appointements à ces époques il n'est pour ainsi dire rien resté, mais nous n'ignorons pas, par contre, des à-côté très intéressants et

notamment « l'état de la dépense faite en l'extraordinaire des Menus Plaisirs et affaires de la Chambre du Roy pour le mariage de Monseigneur le Dauphin, et fêtes ordonnées en cette occasion » (1).

Aussi bien, au milieu du XVIII^e siècle, les spectacles de la Cour étaient presque complètement par l'académie royale de musique.

L'état de ces comptes est minutieusement développé, nous en avons relaté seulement les points les plus caractéristiques.

Gratifications accordées aux symphonistes, acteurs, actrices, danseurs, danseuses, artistes, compositeurs, ouvriers et autres qui ont été employés aux spectacles à l'occasion du mariage du Dauphin.

Les décors, costumes et accessoires sont fournis. Le compte en est fastidieux.

Dépenses diverses

Journées de deux hommes à la livrée du roy qui ont accompagné les acteurs et actrices pour les répétitions et représentations..... 328 livres

Pour vin et viande pour les acteurs de l'Opéra aux répétitions générales. Le sieur Dupuis touche..... 120 livres

1. Archives O¹ 3353 et cité par Ch. Malherbe dans *le Commentaire bibliographique de la Princesse de Navarre*, de J. PH. Rameau, édition Durand. N. Vm⁷ 11838.

Feux et cachets

Pour « leur petite oye », les demoiselles Lasalle et Saint-Germain, danseuses, touchent..... 280 livres

Dans l'état général auquel ces chiffres sont empruntés une page concerne les « droits de présence et rétributions accordés aux sujets employés aux spectacles donnés dans la salle à manger à Versailles » Ainsi nous apprenons que « tant pour les acteurs que pour les symphonistes » chacun touchait :

Pour les petites répétitions..... 5 livres
Pour chaque répétition générale à Paris..... 10 livres
Pour chaque répétition générale à Versailles.... 15 livres
Ce compte se monte à..... 43.690 livres

Service du Chant

MM. Geliote.....	350 liv.	M ^{lles} Fel.....	325 liv.
Chassé.....	325 —	Coupée.....	290 —
Le Page....	265 —	Romainville.	185 —
La Tour....	270 —	Canavas....	170 —
Bérard.....	120 —	Metz.....	275 —
		Bourbonnois	275 —
		Chevalier...	120 —

Service de la Danse

MM. P. Desmoulins	375 liv.	MM. Dumay....	320 liv.
F. Desmoulins	375 —	Cayes.....	320 —
Matignon.....	375 —	Hamoche..	320 —
Dupré cadet..	375 —	Dangeville.	320 —
Pitrot.....	375 —	Lafeuillade.	320 —
Ghérardi.....	375 —	Lenoir.....	320 —

MM. D. Desmoulins..	375	MM. Javillier.....	145
Monservin.....	375	Javillier cadet.	145
Derue.....	375	Laval fils.....	190
Malter l'ainé....	300	Duval.....	75
Malter cadet....	320	Bourgeois	75
Malter 3 ^e	355	Sody.....	300
M ^{lle} Camargo	265	M ^{lle} Puvignée	375
Sallé.....	265	Rabon	355
D'Allemand	375	Carville.....	355
Le Berton.....	375	Rosalie.....	355
Thierry	375	Puvignée fille..	190
Courcelles.....	375	Auguste.....	145
Beaufort	375	Gobet.....	75
Henry.....	375		

Service des Chœurs

27 hommes.....	26 à 360 livres
	1 à 190 —
15 femmes.....	14 à 360 —
	1 à 100 —

Service de l'Orchestre 49 exécutants

Le chapitre des gratifications s'élève au chiffre de 49.174 livres.

Voici ce qui concerne les chanteurs et les danseurs :

Chant

MM. Geliotte.....	1.200 livres
Poirier.....	400 —
Chassé.....	800 —
Benoist.....	400 —

Page.....	600	—
La Tour.....	240	—
Bérard.....	240	—
Le Begue.....	250	—
Albert.....	240	—
Cuvillier.....	240	—
M ^{lle} le Maure.....	1 200	livres
Fel.....	600	—
Chevalier.....	600	—
Romainville.....	400	—
Canavas.....	300	—
Bourbonnois.....	200	—
Coupé.....	200	—
Metz.....	200	—
Cartou.....	200	—
Dun.....	200	—

Danse :

MM. Malter l'ainé.....	600	livres
Dupré.....	400	—
Sody.....	600	—
M ^{lles} Camargo.....	1 200	—
D'Allemand.....	800	—
Le Breton.....	400	—
Sallé.....	600	—

On peut encore voir :

Sieur Geliote pour voiture : 189 livres (1).

1. Parmi les documents d'archives intéressant ce spectacle figure un curieux règlement signé du duc de Richelieu en date du 28 novembre 1745 énumérant les diverses fournitures faites aux acteurs et actrices du chant et de la danse pour les ballets et opera représentés à la Cour pendant cette fin d'année. On y voit que M^{lle} Sallé recevait, comme danseuse, une paire de gants et

Mais à partir de la seconde moitié du siècle, les renseignements les plus précis sur les questions que nous étudions abondent et nous n'avons qu'à les ordonner.

Pour donner, grosso modo, une idée du budget de l'Opéra en 1760, nous reproduisons le bordereau général de recettes et dépenses de l'année du théâtre du 1^{er} avril 1759 au 1^{er} mars 1760 (1).

une paire de bas de soie blanche à la bourgogne par représentation, des bas de couleur dans les cas nécessaires, une paire de souliers, des manches de Cour et autres ajustements qui devaient servir, comme les bas de couleurs, pendant toute la série des représentations ; enfin chaque soir de spectacle, une bougie blanche, deux jaunes et deux flambeaux jaunes pour le retour de son carrosse à Paris.

Émile Dacier, *une Danseuse de l'Opéra sous Louis XV*. M^{me} Sallé (1707-1756), p. 270.

1. L'année théâtrale allait de Pâques à Pâques et comportait des jours de relâche ordinaires et d'autres circonstanciels.

Pour l'année 1759, justement nous en trouvons le détail dans l'état actuel de la musique du roi et des trois spectacles de Paris :

« L'académie royale a fermé son spectacle le vendredi 9 février à cause de la mort de Altesse Sérénissime Madame la Duchesse d'Orléans, et n'a recommencé qu'après son convoi. Les comédiens François ont donné deux bals dans leur salle pendant cette vacance.

La même académie ainsi que les comédiens français et italiens ont fermé les 3, 4, 5, 10, 14 et 17 juin à cause du jubilé.

Les mêmes spectacles ont fermé le jeudi 6 décembre à cause de la mort de Madame Infante, duchesse de Parme et de Plaisance, et ne l'ont ouvert que le jeudi 13 du même mois.

L'académie de musique fera la clôture de son théâtre cette année le vendredi 21 mars et l'ouvrira le mardi 15 avril.

Les comédiens français et italiens feront la clôture du leur le samedi 22 mars, et l'ouvriront le lundi 14 mars. Outres les vacances ordinaires de l'académie de musique, elle fermera cette année

Recette

A la porte de l'Opéra.....	237.121 l. 10 s.
Sur les loyers des loges à l'année et abonnement.....	113.263
Aux 14 bals donnés pendant l'année.	45.822
Produit de la vente des livres de paroles.....	4.151 8
Année du privilège du concert spi- rituel.....	9.000
Loyer du café de la salle de l'Opéra.	2.000
Année du privilège de l'Opéra-Co- mique.....	20.000
Tiers du produit net de la capitation des acteurs.....	1.606 18 10 d.
Loyer de portion de maison du cul- de-sac.....	480
Loyers de portion du foyer.....	600
Privilège extraordinaire d'un concert à Troyes.....	200
	434.244 l. 16 s. 10 d.
Recette à recouvrer sur les loyers des loges louées à l'année.....	14.875
Total.....	449.119 l. 16 s. 10 d.

trois jours d'obligation. Les comédiens français donneront cette année 31 jours d'obligation relâche à leur théâtre. Les comédiens italiens donneront pareillement 32 jours d'obligation relâche à leur théâtre ».

Michel Brenet, dans son livre : *Les Concerts en France sous l'ancien régime*, donne p. 117 les renseignements suivants empruntés d'ailleurs à un document conservé aux Archives Nationales 0,623 : « Les jours de l'observation des fêtes religieuses suspendant les représentations de l'académie royale de musique

Dépenses

Redevance annuelle à la ville pour la concession du privilège de l'Opéra.	10.000
Quart des pauvres sur la recette à la porte : Hôp. général 35.568.4 6)	51.248 l. 7 s. 4 d.
— Hôtel-Dieu.. 15.680.2 10 }	
Garde Française pour les représentations et répétitions y compris les honoraires des 2 sergents-majors..	6.368
Honoraires du sieur Rebel.....	6.000
Honoraires du sieur Francœur.....	6.000
Dépenses de la maison du sieur Rebel.	4.000
Appointements des acteurs, actrices, etc., etc.....	108.320
Gratifications annuelles des mêmes..	15.083 10
Appointements des acteurs extraordinaires.....	360
Gratifications extraordinaires en faveur des engagements (1).....	496
Total.....	459.881 l. 1 s. 9 d.

au nombre d'environ trente cinq par année, étaient la Purification (2 février), l'Annonciation (25 mars), les trois semaines de Pâques comptées depuis le dimanche de la Passion jusqu'au lundi de Quasimodo, l'Ascension, la veille et le jour de la Pentecôte et de Fête-Dieu, l'Assomption (15 août), la Nativité (8 sept.), la Toussaint et la Commémoration des morts (1^{er} et 2 nov.), la Conception (8 déc.), la veille et le jour de Noël (24 et 25 décembre).»

1. « 500 livres, concernant le sieur Fabrejean, acteur qu'on fit venir de Montpellier à Paris : pour audition, 200 ; séjour à Paris, 120 ; retour 180.

« Je reconnais avoir reçu des deniers de l'Académie royale de musique établie à Paris, et par les mains de M. Bergeret, directeur général des fermes du Roy à Montpellier, la somme de 200 livres

Partant la dépense excède la recette de.....	10.761 l. 4 s. 11 d.
Suivant le résultat du bordereau de l'année dernière, la dépense des années 1757 à 1758 et 1758 à 1759 a excédé la recette des deux mêmes années de.....	29.955 l. 1 s. 6 d.
Ainsi le déficit sur les trois années monte à la somme de.....	40.716 l. 6 s. 5 d.

Dans les années suivantes, les appointements des acteurs ne varient pas sensiblement ; ils sont de 134.762 liv. 10 sols en 1765-1766, tandis que les gratifications atteignent 18.712 liv. 10 sols. Cependant le budget a beaucoup augmenté en quelques années.

Année du 1^{er} avril 1766 au dernier mars 1767
Bordereau général de recette, etc.

Recette

1. A la porte de l'Opéra.....	360.886 liv.	
2. Sur les loyers des loges à l'année et sur les abonnements	125.453	15 sols

au moyen de laquelle je promets et m'engage de me rendre à Paris dans le délai d'un mois à compter de ce jour et de me présenter à M. le Prévôt des marchands pour entrer au service de la dite académie, si j'y suis agréé. Sinon il me sera payé mon séjour à Paris et mon retour à Montpellier, le tout raisonnablement.

Fait à Montpellier le 13 mars 1750, signé Fabrejean. » Archives de l'Opéra, carton 16.

3. Aux 17 bals donnés pendant l'année.....	74.545	10 sols
4. Produit de la vente des livres d'Opéra.....	5.674	
5. Loyer du café de l'Opéra.	2.000	
6. Année du privilège du concert spirituel.....	7.500	
7. Année du privilège de l'Opéra-Comique.....	21.000	
8. Tiers du produit de la capitation des acteurs.....	5.136	5 sols 3 deniers
Total.....	602.195 liv.	10 sols 3 deniers
Reste à recouvrer sur le loyer des loges de l'année.....	562	10 sols
Total de la recette....	602.758 liv.	3 deniers

Dépense

Redevance annuelle à la ville.	5.000 liv.	
Quart des pauvres suivant l'abonnement.....	67.407	7 sols 9 deniers
Honoraires du sieur Rebel..	6.000	
Honoraires du sieur Francœur.....	6.000	
Appointements des acteurs, actrices.....	134.466	13 sols 4 deniers
Gratification annuelle des menus.....	17.725	
Appointements des acteurs extraordinaires.....	2.298	
Gratif. extraord. en faveur des engagements.....	600	
Gratif. extraord. en faveur des services de l'année....	14.380	

Pensions dues par l'Académie.....	49.705	1 sol 4 deniers
Appointement du sieur Joliveau.....	2.400	
Appointements des préposés, commis et employés.....	21.460	
Honoraires des auteurs des opéras nouveaux, etc.....	11.000	
Total.....	615.556 liv.	17 sols

Cependant les acteurs avaient d'autres sources régulières de profit, ils étaient attachés au service de la musique de la chambre du roi ou de la chapelle (1). Les danseurs recevaient un traitement pour

1. Il est vrai, s'il faut en croire cette lettre de Gélín au duc d'Aumont (a), que ces appointements n'étaient pas régulièrement payés.

1762. — *A Monseigneur le duc d'Aumont premier gentilhomme de la chambre du roy*

Monseigneur,

Le Sieur Guélin qui a l'honneur d'être à la musique du roy depuis six années et dont les talents ont eu le bonheur de mériter votre suffrage assés souvent, ose implorer vos bontés pour luy accorder une gratification extraordinaire, les appointements dont il a jouit n'étant que de six cents livres, d'ailleurs depuis deux ans et demy n'étant point payé, quoique pendant (a). Archives 0'842.

les ballets du roi, traitement relativement élevé si l'on s'en rapporte à l'état suivant :

État des sommes que le Roy veut et ordonne être payées par le garde de son Trésor Royal par gratification ordinaire aux danseurs de ses ballets pendant la présente année 1760 (1).

Savoir :

A Laval, cinquante livres cy.....	500
A David Desmoulins, cinq cent livres cy.....	500
A François-Louis Malter, cinq cent livres cy.....	500
A Dupré, cinq cent livres cy.....	500
A René Malter, cinq cent livres cy..	500
A Jean Barthélémy, cinq cent livres cy.....	500
A Gaëtan Vestris, cinq cent livres cy.....	500
A Louis-Marie Rampon dit Lyonnais, cinq cent livres cy.....	500
A Antoine Matignon, cinq cent livres cy.....	500
A Laval fils, cinq cent livres cy.....	500
A Jean Denis Dupré, cinq cent livres cy.....	500

il fasse très souvent des voyages à Versailles tant pour le concert que pour les autres intermèdes que l'on donne au théâtre, ce qui lui est très pénible par l'attention qu'il a de ne jamais manquer à vos ordres, comme de se trouver à l'heure prescrite pour les répétitions. Si vous avés la bonté d'avoir égard à ces justes raisons, Monseigneur, nul n'en sera jaloux puisqu'il est le plus ancien à la musique, le plus employé et qu'il n'a encore reçu aucune récompense jusqu'à ce jour.

En marge se trouve la réponse :

Il a eu en 1762 400 livres d'augmentation, aussi il n'est point dans le cas de demander de gratification.

L. D'A.

A Madelaine Menès six cent livres cy.....	600
A la demoiselle Émilie six cent livres cy.....	600
A la demoiselle Camargo six cent livres cy.....	600
A la demoiselle Carville six cent livres cy.....	600
Total sept mille neuf cent livres, cy.....	7.900

Garde de mon trésor royal.

M. Charles-Pierre Lavalette de Magnanville payés comptant aux danseurs de mes balets dénommés au présent état la somme de sept mille neuf cent livres que je leur ay ordonnée pour les gratifications ordinaires pendant la présente année ainsy qu'il est contenu en chacun des articles d'iceluy. Fait à Versailles le 31 décembre 1760.

Collationné.

(MORENTIN ?)

1761, 1762, 1763....	id.	
1764.....	8.150	
1765.....	8.400	
1766.....	id.	
1767.....	id.	
1768.....	7.800	
1769.....	id.	<i>signé</i> : le duc DE LAVRILLIÈRE.
		Porte : la demoiselle Camargo
		morte en 1770 remplacée par
		M ^{lle} Allard.
1771.....	7.800	
1773.....	id.	
1775.....	id.	
1776.....	id.	
1777.....	id.	

En 1767, l'Opéra change de cessionnaire ; Rebel et Francœur sont remplacés par Berton et Trial. Cepen-

dant la fâcheuse situation pécunaire de l'académie persiste.

Le bordereau de 1767-1768 donne les chiffres suivants :

Recette.....	638.623 livres 14 s. 3 d.
Dépense.....	652.628 — 2,10
Déficit.....	24.004 — 8 s. 7 d.

Les appointements des acteurs atteignent alors 151.783 livre 6,8 et les gratifications 18.685,6,8 (1).

Aussi bien l'insoumission des acteurs va croissant : « Depuis quelque temps nombre de sujets du chant et de la danse s'étant portés à faire usage de leurs talents sur différents théâtres particuliers où on joue l'opéra comique aux environs de Paris, ont assez fréquemment négligé,manqué même entièrement leur service à l'Opéra... Nous venons de l'éprouver d'une manière singulière pour ne pas dire indécente, à l'occasion d'un opéra comique qui a été exécuté à Cramayelle où les d. et S. Larrivée ont été chanter précisément dans l'instant où sous prétexte de leur santé, ils ont refusé de remplir leurs rôles aux premières représentations de l'acte de *Bacchus* et *Erigone*...

Lorsqu'au moment de la mise d'Omphale où ils sentaient qu'on ne pouvait pas se passer d'eux, ils nous ont forcé de leur promettre de porter leur sort

1. Archives O'625.

tant en appointements qu'à titre de gratification jusqu'à 7.000 livres pour chacun » (1).

La suite de la lettre demande un règlement.

En 1776-1777, le budget de l'académie a encore augmenté, mais il se solde toujours par une perte.

Recette

A la porte.....	474.213 l. 2 s.
Loyers des loges et abonnements....	182.411 16 2 d.
Aux bals.....	82.179
Opéra comique.....	30.000
Concert spirituel.....	3.062 10
Caffé de l'Opéra.....	2.500
Loyers de boutiques.....	500
Produits de la vente des livres.....	1.749 18
Capitation des acteurs.....	
Permission des bals.....	294
Waux Hal de la foire de Saint-Germain.....	
Redevance du Colisée.....	600
De la Reine.....	5.040
	782.550 l. 6 s. 20 d.
De la Ville accompte sur le déficit....	80.000
Total de la recette.....	862.550 l. 6 s. 2 d.

Dépense

Le quart des pauvres.....	72.000 l.
Gardes françaises.....	7.147

1. Lettre de MM. Trial et Le Berton à Mgr le duc de Saint-Florentin, 15 octobre 1769. Archives O'619.

Honoraires du sieur Berton.....	9.000		
Dépenses sa maison.....	4.000		
Appointements des acteurs.....	214.904	3 s. 4 d.	
Retribution des feux.....	65.752	13	4
Gratifications extraordinaires et particulières.....	28.146		
Total.....	872.044	1.19 s. 10 d.	

Partout la dépense excède la recette de 9.494 l. 13 s. 8 d.

En 1780, espérant arrêter le cours fâcheux de ces déficits, le roi rend un arrêt qui dépouille la ville de son droit de gestion et confie aux Menus Plaisirs la régie directe de l'Opéra.

*Arrêt du conseil d'État du Roi concernant l'Opéra,
du 17 mars 1780*

Le roi s'étant fait représenter le résultat des comptes de l'Académie royale de Musique, depuis que le privilège et l'administration en ont été rendus au corps de sa bonne ville de Paris. Sa Majesté a vu avec peine que le produit des octrois qu'elle a bien voulu accorder à cette ville sont payés indistinctement par tous les habitants et destinés à des dépenses nécessaires ou d'une utilité générale. Sa Majesté ne saurait approuver qu'une partie de ce produit serve à subvenir aux frais des amusements de la classe la plus aisée. Persuadée d'ailleurs que l'Opéra doit trouver dans son propre fonds de quoi pourvoir à toutes ces dépenses, Sa Majesté a désiré qu'on s'occupât des moyens d'établir cette balance sans nuire cependant par une économie mal entendue à l'éclat, d'un spectacle qui.... etc.

C'est pour remplir les vues de Sa Majesté qu'il lui a été proposé un plan pour réunir le service et les dépenses des spectacles de la Cour avec le service de l'Opéra ce qui, en évitant un double emploi très dispendieux d'habits, de décorations et de magasins procurerait une économie sensible dès à présent.

Plus de ville, plus d'entreprise, mais Sa Majesté renonçant, du moins pour un temps, à la forme d'entreprise, a approuvé les vues qui lui ont été présentées pour associer aux succès et aux bénéfices d'une administration nouvelle les directeurs et les principaux sujets de l'Académie de musique afin d'exciter ainsi de plus en plus leur zèle et leur activité.

Un état de comparaison des recettes et dépenses de l'Opéra « depuis 1780 à 1781 jusques et compris 1787-1788 » (1) nous apprend qu'en outre le roi s'était chargé de payer « toutes les pensions existantes avant l'arrêt de 1780 » (2).

1. Archives Nationales o¹625.

2. Cette nouvelle organisation donna la première année un résultat satisfaisant.

1780-1781 Recette générale.....	855442.15.9
Dépense générale.....	817512.15
Bénéfice.....	37930. 9

« Il a été prêté à l'Opéra pendant le cours de l'année par les Menus 1439 habits, si l'Opéra les eut fait faire à ses frais, en les mettant seulement à 100 livres l'un dans l'autre, il en aurait coûté 143000 livres. Ainsi au lieu d'un bénéfice de 37930.09, l'Opéra eut perdu, dès la première année, environ 105000 livres. » (o¹625).

En ce qui concerne spécialement les pensions il faut d'ailleurs savoir que ce n'étaient pas les premières que les sujets de l'Opéra recevaient du pouvoir royal.

« L'édit de 1761 portant réunion des corps de musique chambre

Le 8 Juin 1781 l'Opéra brûle et à la suite de l'état des recettes et dépenses, dans un précieux registre conservé aux archives de l'Opéra (1), nous pouvons lire l'observation suivante : « On croit devoir terminer par la comparaison des sujets de l'académie royale de l'année 1780 à 1781 avec ce qu'ils toucheraient si le Roy n'avait la bonté de venir à leur secours, grâce qu'ils osent espérer, leur position ne leur permettant pas de perdre sur leur propre existence par les suites d'un malheur qui leur est étranger en n'osant d'ailleurs réclamer sur le béné-

et chappelle a supprimé les charges anciennement existantes et accordé tant aux titulaires qu'aux survivanciers la jouissance leur vie durant de tous les appointements et autres droits attachés aux dites charges.

A l'égard des sujets de l'académie royale, les appointements à eux accordés sur l'état de la musique pour leurs services aux spectacles ont été portés sur celui des vétérants lorsqu'ils ont quitté l'Opéra avec la pension de retraite parce qu'alors ils sont remplacés par d'autres dans le service de la musique.

Dans l'état des vétérants de la musique et ballet du roi pour 1779, nous relevons par exemple :

		années de service	Vétérances	
B. Gelin.....	2.000	très ancien	en 1779	retiré de l'Opéra.
B. Geliotte....	6.100	—	en 1761	
Le Page.....	1.000		en 1765	retiré de l'Opéra.
Gillot.....	1.000	ancien	en 1773	id.
D ^{lle} Chevallier.	2.000	22 ans	en 1765	id.

etc. Archives Nat. 01842

1. Archives de l'Opéra Carton A¹⁶ Registre.

fice qu'ils avaient lieu d'espérer ainsi que l'année précédente de leur zèle et de leurs travaux. »

	Année 1780-1781	Année 1781-1782	Diff. en déficit
MM. Dauvergne...	8000	3000	5000
Gossec.....	3900	3000	900
Legros.....	8068	4296	3772
Lainez.....	8150	5472	2678
Tirot.....	5210	3108	2102
Moreau.....	6558	4984	1574
Chéron.....	2400	3558	bénéfice
Lais.....	3000	3150	id.
Rousseau.....	2400	2688	id.
MM ^{lles} . Duplan.....	6752	3480	3272
Laguerre.....	5700	3840	1860
St Huberti....	4280	4084	196
Girardin.....	3084	1800	1284

Danse

MM. Gardel.....	7428	3252	4176
Danberval.....	7438	3810	3628
Vestris fils....	5772	4080	1692
Gardel cadet..	5588	3522	2066
MM ^{lles} . Geslin.....	7438	4656	2782
Guimard.....	7996	4368	3628
Heinel.....	9790	3396	6406
Dorival.....	3832	3140	692
Théodore.....	6128	3240	2888

Total de la perte personnelle des sujets sur leur traitement par comparaison de 1780-1781 avec 1781-1782 : 50.596 livres.

L'inégalité de traitement des acteurs entre eux vient des bénéfices et des feux. Ces éléments venaient modifier les appointements en les rendant personnels.

Voici quelques exemples de la façon dont se décomposaient ces chiffres :

Sieur Legros (1780-1781)..	Appointements....	3.000 liv.	
	Feux	3.232	
	Partage.....	1.836	14,7
	Gratification.....	1.000	
			8.068 14,7
Sieur Lainez (1780-1781)..	Appointements....	3.000 liv.	
	Feux	2.820	
	Partage.....	1.530	12,2
	Gratification.....	800	
			8.150 12,2
Sieur Duplan (1780-1781)..	Appointements....	3.000 liv.	
	Feux	1.416	
	Partage.....	1.836	14,7
	Gratification.....	500	
			6.742 14,7
D ^{ne} St-Huberti(1780-1781).	Appointements....	2.400 liv.	
	Feux	1.740	
			4.140

Tous n'avaient point part aux bénéfices et les feux réservés à quelques-uns n'avaient pas tous la même importance :

Il n'y aura que les premiers sujets et les six premiers remplacements qui auront part aux bénéfices déterminés ainsi que les personnes dénommées ci-dessous : Il faut supposer que tous les sujets du chant aux appointements de 3.000 livres auront 6 o/o au plus et les remplacements moitié de 6 o/o ainsi de suite pour la danse en suivant l'usage établi de tous tems pour le tiers en dessous des premiers du chant ; c'est-à-dire que lorsque les premiers du chant auront 6 o/o les premiers de la danse auront 4 o/o, ainsi pour les deuxièmes.

Voici pour l'année 1782 à 1783 l'état des sujets co-partageant dans les bénéfices et de ceux qui ont des feux :

Intérêts à 6 o/o	Feux
Sieurs Legros.....	24
— Lainey.....	24
— D ^{lle} Duplan.....	24
— D ^{lle} St-Huberti.....	24

Intérêts à 4 o/o	Feux
Sieurs Gossec.	
— Gardel M ^e des ballets.	
— Moreau.....	24
— Dauberval.....	18
— Vestris.....	18
— Gardel le jeune.....	18
— D ^{lles} Guimard.....	18
— Geslin.....	18

A 3 o/o

S ^r Tirot.....	24 et 12
Chéron.....	— —

Lais.....	—	—
Rousseau.....	—	—
Rey M ^e de l'orchestre.....	—	—
Le Sage pour les chœurs....	—	—

A 2 0/0

S ^r Favre.....	12
M ^{lles} Dorival.....	12
Théodore.....	12
Torlé.....	12
Gervais.....	12

Feux sans partage :

M ^{lles} Joinville.....	12 et 6
Chateaufieux.....	12 et 6
Girardin Cte.....	12 et 6
Buret l'ainée.....	12 et 6
Gavaudon.....	12 et 6
Audinot.....	12 et 6
Buret C ^{te}	12 et 6

Chant :

L'état de ce qui a été gagné la même année, par les sujets jouissants des feux, donne les chiffres suivants :

MM. Legros.....	912
Lainé.....	3.336
Moreau.....	3.300
Chéron.....	1.956
Lais.....	3.384

Tirot.....	48
Rousseau.....	2.256
Chenard.....	1.572
M ^{lles} Duplan.....	1.200
Saint-Huberti.....	2.592
Chateauvieux.....	654
Buret l'aînée.....	360
Gavaudon l'aînée.....	930
Audinot.....	684
Buret C ^{te}	84
Joinville.....	894

Danse :

MM. Dauberval.....	18
Gardel cadet.....	936
Vestris.....	1.962
Favre.....	1.572
Lefèvre.....	660
M ^{lles} Nivelon.....	708
Guimard.....	1.872
Geslin.....	2.448
Dorival.....	1.404
Torlé.....	936
Gervais.....	1.908
Total des feux.....	38.586

La Ferté avait d'ailleurs l'année précédente demandé, sans l'obtenir, la suppression des feux, entre autres changements dans l'organisation de l'Opéra. A la fin de chaque exercice, devant les résultats déplorables, on se contentait de modifier

quoi que ce soit dans l'administration, de rectifier un article ou deux d'un règlement en vigueur, et tout recommençait. Néanmoins « le projet et observations relatives à l'académie royale de musique » en cette année 1782, sont spécialement intéressants parce qu'ils arrivent à une époque où l'Opéra est entraîné par un développement excessif, un luxe insoutenable et les réclamations incessantes des acteurs.

« Une des opérations qui a le plus nui à l'administration de l'opéra est sans contredit de s'être écarté des anciens réglemens, en accordant à certains sujets des traitemens particuliers (1) soit sous le prétexte que leurs talents étaient absolument indispensables pour le service et la satisfaction du public, soit dans l'espérance de les conserver plus longtemps au théâtre, vu le peu d'espoir qu'on avait de les remplacer convenablement faute d'une école bien montée et bien dirigée ou l'on formât des sujets...

1. Le règlement de 1781-1782, note :

Traitements particuliers

Sieur Larrivée..... 15.000 livres
par convention particulière, vu ses très anciens services, à charge
de les continuer pendant cinq ans et vu sa renonciation aux feux
et aux bénéfices.

Demoiselle Levasseur..... 6.000 livres

(Archives Nationales o.623.)

» Le succès (de l'Opéra) intéresse les finances du Roy, de la formation de bons sujets dépend l'amélioration des recettes et conséquemment la diminution des risques de Sa Majesté qui serait sans cela obligé de pourvoir au déficit.

» Les traitements particuliers accordés à quelques sujets loin d'avoir produit un bien, n'ont donc servi qu'à décourager les autres ou à leur faire naître des prétentions pour être traités de même, et du refus qu'on leur fait avec raison (parce que de proche en proche les sujets même de moindres talens auraient les mêmes droits, vu leur utilité pour concourir à l'exécution et qu'alors les recettes, quelque considérables qu'elles pussent être, ne suffiraient jamais à la dépense) sont nées les humeurs et les menaces continuelles de retraites.

» Il paraîtrait donc très intéressant de rétablir les anciens principes de l'administration de l'académie royale de musique dans la fixation des sujets nécessaires dans les différents genres ainsi que de leurs appointements, lesquels doivent être cependant relatifs au changement des circonstances et des tems puisqu'il est certain qu'un acteur, qui pouvait vivre avec une certaine aisance avec trois mille livres, il y a quarante, trente et même vingt ans, peut à peine aujourd'hui se donner le nécessaire, vu l'augmenta-

tion des loyers, des denrées et autres dépenses indispensables. »

Tout ceci se réduisait en somme à demander un relèvement régulier des appointements des acteurs.

Le projet qui suit établit ainsi le traitement des premiers sujets :

$$3.000 + 3.000 + 1.000.$$

« Les 1000 livres seront mises sous séquestre pour former un fonds 1.5000. Il sera perçu 50 livres d'intérêt par 1000 retenues. »

Il n'est plus question de feux. Voici pourquoi : « On s'est déterminé à proposer dans ce nouvel arrangement la suppression des feux dont l'établissement eut été beaucoup plus avantageux pour l'administration s'ils n'eussent pas été trop considérables, parce qu'alors les premiers sujets laissaient très rarement à leurs doubles la liberté de jouer et conséquemment de se former vu que réellement ils perdaient alors les feux qu'ils auraient reçus s'ils avaient joué. Cet abus était encore bien plus préjudiciable aux intérêts de l'académie dans la partie de la danse où les maitres se trouvaient forcés d'employer beaucoup de danseurs et de danseuses qui les sollicitaient parce qu'ils avaient part aux feux, d'où il résultait une dépense plus forte en habits et accessoires dispendieux. »

Ce projet ne fut pas adopté, du moins immédiate-

ment. Nous verrons que l'arrêt du Conseil d'État du 3 janvier 1784 le rappelle en plus d'un point. Toujours est-il que le 28 mars 1782 le ministre Amelot répond : « qu'il n'est pas tenu de modifier l'état de choses existant ; le Roi désirant avant aucun changement s'être rendu compte « de la manière dont sera géré l'Opéra cette année et quels peuvent être les produits de ce spectacle dans la salle provisoire. »

Dauvergne ayant pris sa retraite, Sa Majesté ne lui nomme point de successeur « et fait régir pendant un tems l'académie par un comité composé des principaux sujets de l'Opéra. » (1)

1. Le comité de l'année 1782 à 1783 fut ainsi composé :

Gossec, compositeur.

Legros Lainé, pour la partie de chant.

Gardel Dauberval, pour la partie de la danse

Le Sage, pour la partie des chœurs.

Rey, pour la partie de l'Orchestre.

Boquet, pour la partie des habits et décorations.

Lesalle, secrétaire.

Le personnel accepta avec enthousiasme cette décision royale. C'est que d'après l'arrêt des conseil du Roi du 27 février 1778, les pouvoirs de l'entrepreneur étaient étendus : « Art. V. — L'entrepreneur sera le maître de faire sur les états des sujets les retouchements, augmentations et changements qu'il jugera à propos. Art. VI. — Si aucun des employés ou préposés de l'académie était reconnu inutile ou se mettait dans le cas d'être remercié par mauvaise conduite ou autrement, Sa Majesté autorise l'entrepreneur à le congédier ou remercier : voulant que, dans ce cas, les brevets qui auraient pu lui avoir été donnés, demeurent annulés et révoqués en vertu du présent arrêt, sans qu'il soit besoin d'une révocation spéciale. »

Le résultat en cette année 1782-1783, ne fut pas heureux. Le déficit fut de 54.029 livres 4 sols 6 deniers. « Le Ministre ayant mis sous les yeux du Roi l'état de situation de l'académie, etc... Sa Majesté a ordonné que le déficit serait payé sur son trésor royal et a bien voulu ajouter une gratification de 20.000 livres, laquelle a été distribuée suivant l'état cy après :

Etat de gratification pour les sujets de l'Académie royale de musique. Année 1782 à 1783.

Chant :

S ^{rs}	Legros.....	1.500
	Lainé	1.800
	Moreau.....	400
	Chéron.....	400
	Lays.....	400
	Rousseau.....	400
M ^{lles}	Duplan.....	1.800
	Saint-Huberti.....	3.000
	Chateaufieux.....	200
	Buret.....	300
	Audinot.....	400
	Gavaudon.....	200
	Joinville.....	200

11.000

D'ailleurs nous n'avons point trouvé la moindre trace d'application de ces articles.

La régie du Comité dura jusqu'en 1785, époque à laquelle Lecomte et Dauvergne furent nommés Directeurs.

Danse :

S ^{rs} Gardel.....	600
Vestris	600
Nivelon	600
Favre.....	500
M ^{lles} Guimard.....	800
Dorival.....	500
Gervais.....	400
Dupré, suivant conventions ...	1.000

Doubles :

Deligny	300
S ^{re} Lefèvre.....	200
Frédéric.....	100
	5.600
Chœurs.....	1.300
Préposés	2.100
Autres.....	1.790
Pour instruments brûlés.....	2.613
	26.202

Les appointements des acteurs étaient restés sensiblement les mêmes. Si nous prenons comme exemple les mêmes sujets qu'en 1780: nous obtenons en 1782-1783 les chiffres suivants :

Sieur Le Gros	Appointements.....	3.000
	Feux.....	912
	Gratification.....	1.500
		<u>5.412</u>
Sieur Lainez	Appointements.....	3.000
	Feux.....	3.336
	Gratification.....	1.800
		<u>8.136</u>
Sieur Duplan	Appointements.....	3.000
	Feux.....	1.200
	Gratification.....	1.800
		<u>6.000</u>
D ^{us} Saint-Huberti	Appointements.....	3.000
	Feux.....	2.592
	Gratifications.....	3.000
		<u>8.592</u>

La réforme qui était en question depuis plusieurs années aboutit en 1784. Le 3 janvier, le Conseil d'État du roi rendit un arrêt par lequel « le roi reconnaissait la nécessité... d'encourager le zèle des principaux sujets de l'Académie (etc) en augmentant leur traitement ».

Les appointements devinrent les suivants :

Chant

Premiers sujets.....	9.000 livres
Remplacements.....	7.000 —
Doubles.....	3.000 —

Danse

Premiers sujets.....	7.000 livres
Remplacements.....	5.000 —
Doubles.....	2.400 —

De 283.120 livres en 1783-1784, la somme des appointements devint en 1784-1785 : 365.700 livres ainsi réparties :

(1783-84)	Chant.....	122.700	(1784-85)	165.900
	Danse.....	84.500		119.600
	Orchestre.....	62.320		64.800
	Préposés.....	13.600		15.400
		283.120		365.700

Cependant les intéressés n'étaient point encore satisfaits. Il y a aux Archives nationales une volumineuse correspondance de Dauvergne à ses supérieurs qui nous montre l'infortuné directeur en butte à l'indiscipline de ses administrés ; presque chaque jour, pendant six ans, ce sont des plaintes et des marques d'impuissance à se faire obéir, analogues à celle-ci :

« La demoiselle Saint-Huberti en pleine assemblée générale ou elle m'a répété tout ce que j'ai eu l'honneur de vous mander qu'elle m'avait dit hier, y a même ajouté des expressions qui ont indigné toute l'assemblée, jusqu'à dire qu'on n'avait qu'à la payer à l'Opéra comme on la paye en province où elle

gagne 30.000 francs, qu'alors elle fera des efforts, et mil autres impertinences (1). »

Ou encore

« On ne croit point devoir laisser ignorer à Monseigneur le Baron de Breteuil la conduite étrange des Sieurs Rousseau et Laïs qui ne semblent occupés que des moyens de compromettre les intérêts de l'Académie royale de musique et conséquemment ceux des finances du Roy puisque ce spectacle est à la charge de Sa Majesté. Ce n'est qu'avec la plus grande peine qu'on est parvenu à les faire jouer quelquefois l'un et l'autre depuis la rentrée du théâtre ; ils trouvent continuellement des prétextes de rhume pour se dispenser de jouer... Ces acteurs avaient obtenu à Pasques 1875 le traitement des premiers sujets, c'est-à-dire 9.000 francs d'appointements... Par le relevé fait sur les registres de l'Académie, l'on trouve que le Sieur Chéron aura chanté au plus 80 fois ce qui fait à raison de 90.000 livres d'appointements environ 112 livres par chaque représentation le Sieur Laïs 30 fois, conséquemment à raison de 300 livres par jour qu'il a joué, et le Sieur Rousseau environ 50 fois ce qui fait environ 160 livres par fois. Les Sieurs Chéron, Laïs et Rousseau demandent que leurs appointements soient portés à 18.000 livres avec l'assurance d'une pension de 6.000 livres de la Cour. Ils fondent leur demande 1° sur l'augmentation du coût de la vie, 2° sur la différence entre les parts de la comédie, 3° (sur le cas Vestris). Il est vrai que le Sieur Vestris a eu un traitement particulier pour le service de la Cour de 4.800 livres, mais une grâce particulière du Roi ne peut faire un titre pour personne ; et si sa Majesté a daigné la faire aussi à M^{lle} Guimard, c'est d'après le zèle infatigable d'un

1. Archives nationales O¹ 619. *Lettres de Dauvergne à la Ferté*, 28 mai 1785.

service des plus assidus pendant vingt ans tant à la Cour qu'à la ville. »

Les réclamations de ces acteurs n'aboutissent pas, nous verrons que dans le règlement d'appointements de 1788 leur traitement sera toujours de 9.000 livres.

Cependant la somme des émoluments du personnel augmente chaque année :

En 1785-1786 les chiffres sont les suivants :

Comité.....	15.200
Chant.....	171.000
Danse.....	129.800
Symphonistes.....	66.300
Préposés.....	16.900
	329.000

En 1786-1787

Comité.....	22.200
Chant.....	181.300
Danse.....	140.000
Symphonistes.....	69.000
Préposés.....	13.400
	426.100

En 1787-1788 :

Comité.....	25.200
Chant.....	189.600
Danse.....	152.800
Orchestre.....	71.700
Préposés.....	15.100
	454.400 (1)

1. Archives nationales, O¹ 623.

C'est que, si les appointements personnels n'augmentent plus, leur somme s'accroît. Dans les observations du règlement de 1788 nous lisons : « En 1780, le nombre des personnes attachées à l'Opéra tant du chant que de la danse, symphonistes, machinistes, directeurs et préposés n'était que de 256 personnes et leurs appointements étaient de 312.677 liv., 8 sols, 11 deniers. Le nombre des mêmes personnes s'est augmenté successivement d'année en année en sorte qu'à l'époque de 1788 il était porté à 327 ce qui fait une augmentation de 71 personnes, les appointements sont montés en conséquence en mil sept cent quatre-vingt-huit à 454.400 livres, ainsi ils surpassent ceux de mil sept cent quatre-vingt sept de la somme de 141.723.

» Tous les autres objets de dépense sont montés dans la même proportion, il est vrai que la magnificence du spectacle depuis quelques années, tant en habits qu'en décorations surpasse de beaucoup celle des années précédentes ; l'on peut ajouter que celles faites par la mise fréquente d'ouvrages nouveaux, afin de satisfaire et d'attirer le public, n'ont pas été couvertes vu le peu de succès de ces nouveautés (1). »

Le gouvernement avait cependant cherché à sauver une fois de plus les finances de l'Académie : « L'Opéra

1. Archives nationales, O¹ 625.

venait, par un arrêt récent, d'être maintenu dans toutes les anciennes prérogatives consignées aux lettres patentes de Louis XIV. Il pouvait seul donner des concerts et tous ses droits sur les bals (1) et théâtres de Paris étaient renouvelés. C'est fort de ce décret royal que le 11 juillet 1784, l'Opéra obtient sans peine du conseil, très désireux d'améliorer la déplorable situation financière d'un établissement subventionné, le privilège de tous les spectacles des foires et remparts, avec la licence de les exploiter,

1. A propos des bals, le privilège de l'Opéra avait été parfois battu en brèche et notamment en 1753 s'il faut en croire le *Mer-cure*. En cette année à la date de juin on trouve en effet : « Le Roi qui sçait également récompenser et distinguer les talens supérieurs, a accordé au sieur Grandval la permission de donner à son profit, sur le théâtre de la Comédie-Française six bals à l'instar de ceux qui se donnent sur le théâtre de l'Opéra pendant l'Hyver. Le premier a été donné le dimanche six mai, etc... » Aussi bien même après l'arrêt du conseil de 1784 les faveurs subsistèrent. Dauvergne s'en plaint à la Ferté dans une lettre du 1^{er} décembre 1787 :

« Monsieur,

» J'ai été prévenu hier, que le sieur La Salle devait demander au comité de lundi prochain la permission de donner des bals au Panthéon tous les samedis d'ici du carême, ces bals seront donnés sous le tiltre de la « fête de Flore » ils commenceront à six heures du soir pour finir avant minuit à cause du dimanche : il a même déjà fait ses billets en conséquence. J'ai l'honneur de vous observer, monsieur, que si on lui accordait cette permission, il faudrait renoncer aux peu de bénéfices que produisent ceux de l'Opéra auxquels il vaudrait mieux renoncer, n'étant pas probable que l'on vint à ceux-cy, y en ayant eu la veille dans un lieu public. »

céder et affermer à son gré. Quelques semaines après les soumissions étaient reçues. »

Le résultat fut d'abord satisfaisant : en 1785-1786 le résultat financier aboutit à un bénéfice bien minime il est vrai de 1700 livres, 4 sols, 3 deniers. Les spectacles forains avaient produit en cette année 107.972 livres, 5 sols, 4 deniers (1).

Mais dès l'exercice suivant on aboutit de nouveau à un déficit de 33.250 livres, 18 sols, 9 deniers qui subsiste en 1787-1788 et atteint encore 22.915 livres, 11 sols, 11 deniers. L'année suivante ne donne pas un résultat plus brillant mais, pour expliquer ce triste état de choses, Dauvergne croit trouver une raison suffisante dans les événements publics : « Le délabrement de l'Opéra, dit-il, a été occasionné cette année... par les affaires du tems qui inquiètent nombre de citoyens sur leur fortune. »

Les acteurs, dont le nombre, comme nous l'avons dit, augmentait chaque jour, (2) continuaient à toucher le traitement fixé par l'arrêt du conseil de 1784, c'est du moins ce qui ressort de l'état du travail des principaux sujets de l'Académie royale de musique pendant les 171 représentations qui ont eu lieu depuis Pasques 1788 jusqu'à Pasques 1789.

1. Archives nationales, o'625.

2. Cependant la somme des appointements qui avait atteint

Appointements.	Sujets de l'Académie.	Représenta- tions où ils ont fait leur service	Paiement pour chaque fois en con- séquence de leur travail
Sujets du chant :			
9000 livres	MM. Lainez	48	187 liv. 10 s.
9000 »	Chéron	67	134 » 6 » 6 d.
9000 »	Lais	73	123 » 5 » 9 »
9000 »	Rousseau	72	125 »
9000 »	MM ^{lles} Saint-Huberti	41	219 » 10 » 2 »
9000 »	Maillard	47	191 » 9 » 9 »
7000 »	Gavaudan cadette	54	129 » 12 » 8 »
7000 »	Chéron	41	170 » 14 » 7 »
Sujets de la danse :			
7000 livres	MM. Gardel	54	129 » 12 » 8 »
7000 »	Vestris	49	142 » 9 »
7000 »	MM ^{lles} Guimard	80	87 » 10 »
7000 »	Pérignon	73	95 » 17 » 9 »
5000 »	Elisberg	75	66 » 13 » 4 »
3600 »	Laure	11	327 » 5 » 5 »

Les événements politiques ne facilitaient pas la tâche des directeurs de l'Académie (1) et l'esprit de

en 1788-1786 le chiffre de 473.500 livres diminua l'année suivante, elle ne fut plus que de 424.300 livres.

1. Ainsi le prouvent les deux lettres suivantes écrites par Dauvergne à propos des événements de juillet :

« A Paris le 12 juillet 1789.

» J'ai l'honneur de vous rendre compte que malgré le bruit qui s'était déjà répandu depuis midi que les séditieux du Palais Royal voulaient que les spectacles fussent fermés aujourd'hui, j'ai (fait) ouvrir l'Opéra à l'heure ordinaire, que j'en suis rendu à quatre heures et demie, qu'un quart d'heure après on est venue me dire que les séditieux étaient à la Comédie Italienne pour la faire fermer, que de là ils devaient se porter à l'Opéra ou effectivement ils sont arrivés au nombre d'environ trois mille, tant hommes que

rébellion qui avait à toute époque animé les acteurs de l'Opéra s'accroissait encore sous l'influence ambiante. Tout à la fin de sa direction, l'infortuné Dauvergne écrivait à la Ferté : « Il serait trop long de vouloir faire un détail de tous les embarras où le directeur se trouve journellement, et presque jusqu'au moment du spectacle, pour assurer le service du public ; ce qui ne se fait qu'à force d'écritures, souvent de courses, de prières et d'instances ; et tel qui se dit malade, se montre le même jour, ou dans les promenades publiques, ou à un autre spectacle.

femmes en faisant des cris affreux, alors j'ai fait fermer les portes et leur ai fait dire qu'il n'y aurait pas de spectacle ce qui les a calmés car ils disoient qu'il fallait mettre le feu : j'ai fait rendre l'argent, et ils ont vu sortir les personnes qui avoient payés, ce qui les a déssipés à peu de choses près pour se porter chez Audinot et chés Nicolet ; j'ai arrangé qu'une forte garde de pompiers, une douzaine de soldats et un bon nombre d'ouvriers passeraient la nuit dans l'intérieur crainte d'accident.

» Je viens de rendre le même compte au ministre par un exprès que j'envoie à Versailles.

» Dauvergne. »

« A Paris, le 14 juillet 1789.

» M. Janssen m'a fait dire hier au soir qu'un gros détachement du peuple s'était présenté à la salle de l'Opéra pour demander les armes qui pourroient s'y trouver, il leur a fait ouvrir l'endroit où on les tient ; ils ont pris des sabres seulement, n'y ayant point d'autres armés dont ils pussent faire usage les haches et massues n'étant que de carton, après quoi ils se sont retirés tranquillement. J'attends les ordres du ministre pour l'ouverture de l'Opéra, ce qui, je pense, n'aura lieu que lorsque Paris sera tranquille car je crois qu'aucuns citoyens n'oseroient se présenter dans aucune salle de spectacle dans ce moment cy. »

Archives nationales O⁴ 619

Tel autre refuse le service, à moins qu'on ne lui fasse, sans nécessité, un habit neuf ; un autre ne veut pas chanter sous prétexte de fatigue, tandis que l'on sait, à n'en pas douter, qu'ayant un congé, il a non seulement chanté des rôles fatigans, en province, tous les jours et quelquefois dans deux représentations le même jour. Il est vrai qu'à leur retour, ils prennent encore un temps considérable pour se reposer de leurs fatigues, ensuite pour faire des débuts dans les ouvrages qui leur conviennent, comme si le public ne connaissait pas leur valeur. » (1)

En 1790, le 10 avril, le conseil de ville arrêta qu'attendu l'urgence des circonstances la municipalité se chargerait de l'administration provisoire de l'Opéra. Les intéressés profitèrent de ce changement pour réclamer une augmentation de leurs traitements :

Extrait du registre des délibérations du comité d'administration de l'académie, du samedi 1^{er} mai 1790.

Il a été arrêté que, vu la nécessité de satisfaire aux appointements des sujets de l'académie royale de musique en attendant que leur sort soit fixé pour la présente année et qu'il ait été fait droit sur les principales réclamations présentées, M. Francœur semainier actuel est autorisé à faire payer par mandat à chacun desdits sujets des sommes pour

1. Lettres de Dauvergne à la Ferté, 1790, cité par Bonnet de Treiches directeur de l'académie impériale de musique : *De l'Opéra en l'an xii*. p. 25. — Bibliothèque de la ville de Paris, série 69. n° 12 304. in-4.

lesquelles ils ont été employés dans le courant de l'année passée, lesquels payements ne seront faits que comme gratification et sans rien préjuger sur les décisions qui seront incessamment portées à cet égard tant pour raison d'augmentation d'appointements que pour les retraites qui pourront être jugées nécessaires

Delanonge (?)

Santerre

Brousse Dufaucherelt

Champion de Villeneuve.

Peu de temps après, le 19 janvier 1791 une loi relative aux spectacles était votée par l'Assemblée Nationale. Elle stipulait dans son article premier la liberté pour chacun d'élever un théâtre public et d'y faire représenter des pièces de tout genre. C'était inaugurer une nouvelle vie économique des théâtres et par conséquent donner d'autres bases au sort pécuniaire des acteurs.

CONCLUSION

Après avoir collationné les chiffres, transcrit les ordonnances et les règlements intéressant la vie de la Comédie Française et de l'Académie royale de musique ; après avoir étudié séparément les faits qui se rapportent à chacun de ces théâtres de 1658 à 1790, il nous faut maintenant commenter ces chiffres et déduire des documents eux mêmes les lignes de l'évolution économique dans la condition pécuniaire des acteurs sous l'ancien régime.

L'idée qui s'impose tout d'abord, c'est que la plupart des faits sont la conséquence de l'intervention du pouvoir royal dans les affaires des comédiens.

Il y a une restriction à faire pour la toute première période, celle qui va de 1658 à 1680, c'est-à-dire depuis le retour de Molière à Paris jusqu'à la fondation de la Comédie-Française. Pendant ce temps, les acteurs ne furent pas sous la domination complète du gouvernement, sans toutefois en être absolument indépendants. Ils avaient, à cette époque, la liberté d'organiser comme bon leur semblait et sui-

vant la coutume à laquelle ils n'avaient nulle raison de déroger, leur discipline, leurs règlements intérieurs, leurs rapports entre eux et avec le public et leur comptabilité. Eux-mêmes contractaient leurs engagements et s'entendaient avec les auteurs. Ils ne subissaient que les règlements de police, et le titre de « comédiens de Monsieur » leur assurait une protection et leur conférait des avantages, peu importants d'ailleurs, mais ne les astreignait à aucune obligation. En 1665, ils deviennent comédiens du roi, puis fusionnent, sur l'ordre de Louis XIV, avec les acteurs du Marais et enfin en 1680 avec ceux de l'Hôtel de Bourgogne.

Dès lors ils sont sous la dépendance étroite du souverain et leur situation économique se trouve modifiée du tout au tout. Elle a évolué d'un état de concurrence, tempéré, il est vrai, par ce que l'établissement de troupes nouvelles était soumise à l'autorisation du pouvoir, à un état de monopole théoriquement intégral.

Pour l'Opéra, cette période préparatoire n'exista pas. Nous savons que l'Académie royale de musique fut créée par Louis XIV et connut, dès sa naissance, le privilège qui écartait d'elle toute concurrence.

A ce point de vue, on peut dire que les deux théâtres étaient traités de façon identique. Chacun

en retira cependant des avantages dissemblables. En effet, à de certaines époques, notamment pendant les foires de Saint-Germain et de Saint-Laurent, les troupes foraines étaient autorisées à monter des loges pour y donner des représentations publiques. Peu après la mort de Louis XIV et jusqu'à la fin du xviii^e siècle, les forains empiétèrent sur les droits des troupes privilégiées soit en dehors des foires, soit en jouant des comédies sans couplet comme les Français, soit en chantant des opéras. Naturellement ce fut la Comédie-Française qui subit le plus directement cette concurrence, étant donnée l'organisation dont disposaient les forains. Le pouvoir aurait pu constamment faire appliquer les ordonnances qui interdisaient ces abus, et il le fit à de certaines époques, mais maintes fois cependant, entre autres sous la Régence, les autorités restèrent sourdes aux plaintes justifiées des français et laissèrent une grande liberté aux forains.

A la fin de l'ancien régime, de nombreux théâtres s'ouvrirent à Paris, le plupart avec l'assentiment du pouvoir.

Cependant l'intervention de l'autorité royale dans la réglementation des troupes avait contribué à leur donner une existence sinon brillante, du moins durable. La transformation immédiate des contrats

annuels en contrats de longue durée n'est pas le fait le moins caractéristique de cette situation nouvelle. Lorsque les troupes avaient une existence économique basée sur leurs propres moyens, un acteur associé à leur réussite pouvait en retirer des avantages bien aléatoires et l'on comprend qu'il n'engageât pas sa liberté au delà d'un an, quitte à recommencer à Pâques suivantes s'il voulait de nouveau courir les mêmes chances. Il en était de même pour les autres signataires du contrat, parmi lesquels se trouvait sinon un chef, du moins un fondateur de la troupe entouré de parents ou collaborateurs formant, si j'ose ainsi m'exprimer, un noyau. Ces derniers, qui étaient assez expérimentés dans le métier pour savoir à quel point il était peu rémunérateur, n'avaient aucune raison de consentir à des obligations de longue durée.

La situation change complètement après la réunion des trois troupes et après l'élaboration des règlements de la Dauphine. Dès lors, les comédiens voient leur existence organisée par le pouvoir royal, contrôlée par lui, aidée par une pension importante. La volonté souveraine a établi leur vie sur des bases si solides qu'ils peuvent s'engager pour un long temps. Mais ils ne veulent pas que la liberté aliénée volontairement soit un jour réclamée en deçà des

délais fixés et ils prévoient des sanctions contre les déserteurs, ils stipulent la clause de dédit qui, auparavant, n'aurait pas eu de raison d'être.

A l'abri du privilège qui leur est octroyé et qui défend à tous autres comédiens français de s'établir dans la capitale et ses faubourgs, — ce privilège à la fin du xvii^e siècle est intégralement en vigueur, — les comédiens acquièrent un droit de plus. Ils sont implicitement assurés de la propriété des pièces de leur répertoire. Ce qui n'était, auparavant, qu'un usage devient une règle.

Pendant la mainmise du pouvoir royal sur les affaires des comédiens n'était pas sans avoir des conséquences inverses. Ce que les acteurs gagnaient en sécurité ils le perdaient en indépendance. Il faut bien voir qu'ils étaient soumis aux variations du caprice royal, leur sort enviable quand l'attention souveraine leur était acquise devenait fort précaire lorsque le roi relâchait sa protection. Le passif qui pesait si lourdement sur les sociétaires de la comédie était, nous l'avons vu, le résultat des deux changements de locaux qui leur furent inopinément imposés et qui leur coûtèrent successivement les frais d'installation de leur théâtre rue Guénégaud et rue Neuve-des-Fossés-Saint-Germain-des-Prés.

N'oublions pas que l'influence morale créée par la

protection souveraine agissait puissamment sur les destinées du théâtre. Si le roi marquait du plaisir au spectacle, les courtisans devenaient un public fidèle et soutenaient les comédiens ; s'il semblait au contraire se désintéresser de ces plaisirs, la cour, immédiatement, abandonnait ceux qu'elle applaudissait la veille. Les autres éléments du public qui restaient fidèles au spectacle occupaient des places dont le prix peu élevé ne pouvait, en aucune façon, combler les vides de la recette.

L'indifférence du roi faisait parfois place à une défaveur dont les résultats étaient encore plus graves. Nous en trouvons une preuve dans l'institution du droit des pauvres. Y eut-il là une transformation de la coutume qu'avaient les comédiens, gens excommuniés, d'entretenir avec le clergé des rapports qui se réduisaient à des aumônes ? Y eut-il au contraire une décision spontanée ? Peu importe ! Ce qui est certain, c'est que les comptes des théâtres à l'époque où ce droit fut établi n'offraient pas de résultats assez brillants pour qu'on allât y chercher une raison suffisant à justifier cette charge. Il faut plutôt admettre que Louis XIV, sous l'influence de M^{me} de Maintenon, se détournait des gens et des choses de spectacle et sacrifiait ses protégés de jadis. Sous la Régence, ce droit fut encore augmenté. Les théâtres

étaient alors dans une situation précaire ; mais la comédie n'était plus en honneur et peu importait à la cour ce qu'il adviendrait d'elle ; en ce qui concerne l'Opéra, le règlement de 1713 était encore assez récent pour qu'on crût à sa vertu et qu'on pensât que son application dût suffire à assurer la prospérité de l'académie royale de musique.

Avec le temps les idées se modifièrent : on admit que le sort de la comédie était intéressant ; on s'aperçut que l'opéra était toujours en déficit et le gouvernement prit un moyen détourné pour sauver la situation. Au lieu de supprimer le droit des pauvres, il en maintint l'application et donna aux théâtres les sommes nécessaires à leur subsistance.

Nos chapitres sont remplis d'exemples de ces libéralités, nous ne voulons pas en reproduire ici.

Étant données ces protections et cette indifférence, ces règlements favorables et ces ordonnances contraires, que faut-il conclure des rapports entre le gouvernement des rois et la vie économique des théâtres. On peut, selon nous, affirmer que les troupes y trouvèrent la condition même de leur longévité. Plus indépendantes, elles n'auraient pas survécu, elles auraient sombré l'une ou l'autre des nombreuses années où la misère publique les eût

englobées, tandis qu'elles trouvèrent toujours en leurs épreuves l'appui du trésor royal.

En dehors des conséquences de l'action gouvernementale sur la destinée des théâtres, il est un fait économique important dont nous pouvons suivre l'évolution pendant cette période de 1658 à 1789. Il tient à la nature même des choses : c'est l'acheminement vers l'inégalité des traitements qui, tout d'abord, étaient identiques pour les comédiens et très peu différents en ce qui concerne les chanteurs et les danseurs.

Dans les troupes primitives, le nombre des associés est aussi restreint que possible ; leurs emplois sont en conséquence multiples, ils ont tous alors droit à une part égale et à des avantages identiques. Peu à peu les éléments de la compagnie deviennent plus nombreux, le rôle de chacun est plus défini et le public intervient en marquant son enthousiasme ou sa défaveur. D'autre part, la troupe a connu des épreuves qu'elle a surmontées, mais qui n'en ont pas moins laissé de traces ; il s'agit notamment de difficultés pécuniaires qui ont engendré un passif.

Les nouveaux venus, avant de participer aux avantages solides que leur assure l'entrée dans l'association, payent naturellement leur part de l'établissement, ceci semblerait marquer un souci persistant

d'égalité, mais comme ils payent en outre une pension à leur prédécesseur retraité, il y a disparité entre les nouveaux venus et les anciens. Ce fait s'accroît encore quand le système de la division des parts intervient.

Mais si les jeunes sociétaires, à mesure que la compagnie prend de l'importance et de la solidité, n'ont plus immédiatement droit à une part entière, il y a par contre des cas où, par suite de mauvaises affaires, les compagnons abandonnent leurs principes et favorisent des acteurs étrangers à leur troupe pour tâcher de les y faire entrer, et leur accordent, outre leur part de sociétaire, une prime fixe.

Malgré leur différence fondamentale, les systèmes qui régissent d'une part les français, et d'autre part les chanteurs et les danseurs, aboutissent à des conséquences de même nature. La personnalité, ici comme là, prend parfois une importance telle, que logiquement un salaire spécial doit y correspondre. Mais ce traitement exceptionnel dans un système d'entreprise comme l'opéra, système qui n'est pas basé sur le partage des bénéfices, au lieu de diminuer le profit des autres acteurs tendra à l'exhausser. Et voici pourquoi : Ce traitement exceptionnel, qui ne peut rester caché, quoi qu'on fasse, est difficilement

accepté par les autres acteurs dont il suscite la jalousie et qui ne manquent pas de faire entendre des réclamations. Ces doléances aboutissent toujours, au bout d'un certain temps, et toujours naturellement dans le sens de l'augmentation. Si ce n'est pas là la cause la plus apparente de l'amélioration des salaires des chanteurs et danseurs, ce n'en est pas la moins importante.

Pour les comédiens associés, les choses se passent tout autrement. Il est vrai que leur but, en accordant un traitement particulier à un acteur fameux pour se l'associer, est le fait d'un calcul, mais il n'en est pas moins vrai que cela commence par augmenter leurs frais, c'est-à-dire qu'en cas de non-réussite, leur part est encore diminuée de ce fait.

La raison, si souvent invoquée par les acteurs dans leurs réclamations, de l'augmentation du prix des denrées et du coût de la vie n'est pas à dédaigner. La réalité correspond à ces affirmations si l'on envisage une longue période, mais ces plaintes, trop souvent répétées, et à des intervalles trop rapprochés, diminuent singulièrement la force de cet argument.

A l'Opéra, l'évolution que nous signalons fut beaucoup plus sensible qu'à la Comédie-Française, pour deux raisons. La première, c'est que les règlements facilitaient l'inégalité du traitement des acteurs en le

divisant en un certain nombre d'éléments dont un seul était fixe et les autres, gratifications et feux, soumis aux circonstances et à la faveur. Le deuxième, c'est que la personnalité des chanteurs, comme celle des danseurs dépend, en outre des qualités artistiques, de dons physiques particuliers à chacun.

Nous avons examiné les causes qui ont dominé les conditions de la vie théâtrale au xvii^e et au xviii^e siècle, considérons maintenant la réalité des faits et les résultats eux-mêmes.

Les acteurs eurent-ils une situation enviable ? arrivèrent-ils en général à la prospérité ou, au contraire, furent-ils en butte à la misère.

Nous croyons devoir faire ici encore une distinction entre les acteurs et les chanteurs. Les comédiens, du fait même qu'ils étaient associés, participaient aux fluctuations de leur entreprise. Or, les chiffres nous révèlent que, sauf les dernières années du xvii^e siècle et les toutes dernières du xviii^e siècle, ils n'en connurent point de prospères. Le Trésor royal, il est vrai, les sauva toujours de la ruine totale ; mais il intervenait dans la situation collective et non pas dans la condition individuelle, sauf exceptionnellement dans les cas où les subsides, concédés par sa faveur, l'étaient sous forme de pensions personnelles. Les chanteurs et danseurs, au

contraire, sont assurés de toucher intégralement leurs appointements tels qu'ils sont prévus dans leurs engagements et d'après les règlements, sauf dans le cas où l'Opéra disparaîtrait. Or, ici comme pour la Comédie-Française, l'institution ne peut être anéantie, puisqu'elle est sûre d'être alimentée par le Trésor royal en cas de nécessité.

Autrement dit, les comédiens connaissent des années où leur part, c'est-à-dire leur salaire, est invraisemblablement réduit. Nous avons vu que pendant les guerres de Louis XV, elle était devenue infime, notamment en 1745-1746 où elle ne dépassa pas le chiffre de 386 livres. Les chanteurs, au contraire, par la force des choses et sous l'influence des causes que nous avons exposées ci-dessus, voient leurs appointements s'accroître d'un mouvement lent, mais continu.

En dehors de leurs recettes, pour évaluer les budgets des acteurs, nous n'avons point de renseignements précis. Mais nous n'ignorons pas certaines obligations auxquelles leur situation les entraînait. Nous pouvons nous rendre compte que leurs rapports étroits avec la Cour les contraignaient à des dépenses somptuaires, certainement disproportionnées avec leurs appointements.

Nous savons, d'autre part, que les comédiens

étaient à ce point endettés qu'ils durent chercher à obtenir protection contre leurs créanciers. L'insaisissabilité des deux tiers de leurs traitements leur fut accordée.

Peut-être y eut-il aussi, dans cette situation précaire et dans ces dettes beaucoup de leur faute. Nous savons pertinemment par l'inventaire après décès de ses biens qui a été conservé et publié (1), qu'une danseuse appartenant à l'Opéra, au milieu du XVIII^e siècle, réussit à vivre avec ses appointements : « Dans ses années de retraite, elle jouissait d'une pension qui, fixée en 1740 à 600 livres, avait été doublée en 1747. A ces 1.200 livres venaient s'ajouter : d'abord 1.000 livres de rentes viagères, faites par Claude-Louis Robineau, notaire au Châtelet chez lequel la danseuse avait placé en 1738, 12.500 livres qui l'aidèrent à payer son étude ; et en second lieu 800 livres de rentes viagères constituées en 1731 par le maréchal de Noailles moyennant un capital de 8.000 livres de rentes viagères. Au total 3.000 liv. de rentes, auxquelles il faut ajouter les gratifications, feux et cachés touchés de temps à autre à l'occasion des fêtes à la Cour et peut-être aussi les honoraires des leçons qu'elle donnait. »

1. Par E. Dacier, M^{lle} Sallé.

Ce n'était pas la fortune, c'était au moins la vie assurée à une époque où leur part ne permettait pas de vivre aux comédiens français.

Il ne faut pas cependant, à cause de ses résultats, condamner, si l'on se place au point de vue des acteurs, le mode d'exploitation directe par leur société. Mais ce système nécessite, pour se justifier, une réussite complète ; dès lors il domine celui de l'exploitation telle que celle dont l'Opéra nous a donné l'exemple. Et cela est si vrai, qu'à la faveur de la vogue des comédies de Beaumarchais, les acteurs français virent brusquement leur situation devenir très brillante, tandis que celle des chanteurs continuait lentement son mouvement ascensionnel.

Vu : le Président de la thèse,
SOUCHON

Vu : le Doyen,
PAUL CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
Pour le Vice-Recteur,
L'Inspecteur de l'Académie :
ISTRIA

BIBLIOGRAPHIE

CHAPITRE PREMIER

- Anciens règlements faits par la troupe des comédiens du roy en 1697 approuvés et renouvelés par les acteurs et actrices qui composent la même troupe au 1^{er} avril 1726. Bibl. ville de Paris, in., n° 6.307, série 98.
- Arrêts du Conseil d'État des 2 mars 1782 et 8 septembre 1787, sur les pensions de retraite de la Comédie-Française. Paris, 1787, v. de P. 12636, série 98.
- BOINDIN. — Lettres historiques sur tous les spectacles de Paris en quatre parties. Paris 1719. Bibl. nationale Yf. 12.180-12.186.
- BONNASSIES (Jules). — Histoire administrative de la Comédie Française de 1680 à 1757, N. 8° Yf. 8366.
- Histoire des spectacles forains, le droit des pauvres avant et après 1789, etc., N. 8° Yf. 8367.
 - La Comédie-Française et les comédiens de province au xvii^e et au xviii^e siècle N. 8° Yf. 12187.
- CAMPARDON (Émile). — Les comédiens du roi. Troupe française, N. L. n^o 153.
- Documents inédits sur Molière N. L. n^o 26034.
- CHAPPUZEAU. — Le théâtre français divisé en trois livres

1674, réimpression 1867. V. de P. 11.938, série 98, in-12.

CHARDON (Henri). — Nouveaux documents sur la vie de Molière. N. Ln ²⁷, 36.895.

— Nouveaux documents sur les comédiens de campagne et la vie de Molière, 2 vol., N, Yf 287.

COLLÉ. — Journal historique, ou mémoires critiques et littéraires sur les événements mémorables depuis 1748 jusqu'en 1772, publiés par Barbier 1805-1807, 3 vol. in-8°, N. Lb ³⁸ 1398.

COPIN. — Histoire des comédiens de la troupe de Molière. N. Ln ¹⁰ 179.

DESPOIS (Eugène). — Le théâtre français sous Louis XIV. N. 8° Yf 8.946.

DONNAY (Maurice). — Conférences sur Molière, publiées dans la Revue hebdomadaire en 1911.

LA GRANGE (Charles-Varlet de). — Registre 1658-1685, publié par Thierry. Paris, 1876. N. in-4° Yf 1151.

JOANNIDÈS. — La Comédie-Française de 1680 à 1900. N. 4° Yf 181.

LAUGIER. — Documents historiques sur la Comédie-Française. N. Ln ¹⁰ 69.

MANTZIUS (Karl). — Molière, les théâtres, le public et les comédiens de son temps. Traduit du danois par Maurice Pellissier, N. in-8°, Ln ²⁷ 53.763.

Mémoires de M^{lle} Clairon, de Le Kain, de Prévile, de Dozincourt, de Molé, de Garrick, de Golboni. Collection Barrière 1846, t. VI, N. L⁴⁸ 24.

MERCURE. — Juin 1753. Lc² 39.

MOUHY (Le chevalier de). — Abrégé de l'histoire du théâtre français, 3 vol. Paris, 1780. N. Yf 1743-4-5.

OLLIVIER (J.-J.). — Voltaire et les comédiens interprètes de son théâtre. N. Ln ²⁷ 47.273.

PARFAIST (les frères). — Histoire du théâtre français, 15 vol.

TRALAGE (J. N. du). — Notes et documents sur l'histoire des

théâtres de Paris au XVIII^e siècle. Publiés par le bibliophile Jacob, 1880. N. 8° Yf 15.

TASCHEREAU. — Histoire des écrits et de la vie de Molière (3^e édit. 1884) N. Ln 2^e 14369.

CHAPITRE II

Archives de l'Opéra. Cartons A¹ A² A¹⁶ etc. Manuscrit
Amelot. Registre des menus plaisirs.

Archives nationales, série O¹. Série K. K.

BRENET (Michel). — Les Concerts en France sous l'ancien régime. N. 8° V. 2969.

CAPON (Gaston). — Les Vestris, N. 8° K. 3947.

CASTIL BLAZE. — La danse et les ballets.

DACIER (Émile). — Mademoiselle. Sallé N 8° Ln 2^e 53.440.

— L'Opéra au XVIII^e siècle, N. Pièce 4^e, V. 5434.

DES ESSARTS. — Les Trois théâtres de Paris, 1777.

GINISTY (Paul). — Souvenirs de M^{lle} Duthé, de l'Opéra.

LA FERTÉ. — Journal publié par Boysse, N. 8° LF¹⁰ 8.

PARFAIST (Les frères). — Histoire de l'Académie royale de musique. N. ms fr. 12.355.

PONCELET (F.-F.). — Rapport sur les privilèges de l'Opéra, Bibl. de l'Opéra, 1545.

RAMEAU (J.-P.). — Œuvres complètes, éd. Durand. Commentaires bibliographiques de Ch. Malherbe. N. Vm^e 11838.

TRAVENOL (Louis) et DUREY DE NOINVILLE (Jacques). — Histoire du théâtre de l'opéra en France, depuis l'établissement de l'Académie royale de musique en France jusqu'à maintenant (1753). Bibl. Mazarine, 46.545.

